

## ÉTUDES

# LES DIFFÉRENTES NOTIONS DU TOURISME SOCIAL: L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE



Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1994

ISBN 92-826-6545-3

© CECA-CEE-CEEA, Bruxelles • Luxembourg, 1994

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

*Printed in Belgium*

Commission des Communautés européennes  
D.G. XXIII - Unité Tourisme

**LES DIFFERENTES NOTIONS DU TOURISME SOCIAL:**  
**L'EVOLUTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE**

1993

Management Conseil Communication



## **SOMMAIRE**

### **1. ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DE LA NOTION DE TOURISME SOCIAL**

- 1.1. LES PRECURSEURS
- 1.2. LES DEBUTS DE L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS
- 1.3. LES EFFORTS D'ORGANISATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE ET EUROPEENNE
- 1.4. LE CONTEXTE DE LA NAISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES ACTUELLES DU TOURISME
- 1.5. LE DEVELOPPEMENT DES OUTILS D'INTERVENTION DE L'ETAT
  - 1.5.1 Etablissement d'un cadre juridique
  - 1.5.2 Infrastructures de base
  - 1.5.3 Transferts sociaux
  - 1.5.4 Interventions budgétaires directes de l'Etat
  - 1.5.5 Interventions des pouvoirs locaux
  - 1.5.6 Organismes financiers para-étatiques
  - 1.5.7 Structures administratives spécifiques
- 1.6. LES GRANDES CATEGORIES D'ORGANISMES DE TOURISME SOCIAL
- 1.7. LES EMPIETEMENTS DU SECTEUR MARCHAND

### **2. CONTENU PRATIQUE DE LA NOTION DE TOURISME SOCIAL**

- 2.1 LES ESSAIS DE DEFINITION GENERALE
- 2.2 LES AMBIGÜITES DU TERME *SOCIAL*
- 2.3 COMPARATIF SYNOPTIQUE

2.4 TOURISME SOCIAL OU POLITIQUE SOCIALE DU TOURISME?

**3. LES ORGANISMES DU TOURISME SOCIAL ET LEUR CLIENTELE**

3.1 PANORAMA GENERAL

- 3.1.1 Allemagne
- 3.1.2 Belgique
- 3.1.3 Danemark
- 3.1.4 Espagne
- 3.1.5 France
- 3.1.6 Grèce
- 3.1.7 Irlande
- 3.1.8 Italie
- 3.1.9 Luxembourg
- 3.1.10 Pays-Bas
- 3.1.11 Portugal
- 3.1.12 Royaume-Uni

3.2 APPROFONDISSEMENT PAR VOIE D'ENQUETE

3.3 LES CONSTATATIONS

- 3.3.1 Modes d'intervention
- 3.3.2 Produits proposés
- 3.3.3 Patrimoine
- 3.3.4 Les organismes du Tourisme Social dans l'économie touristique

3.4 PRISE EN COMPTE DE LA DEMANDE

- 3.4.1. La demande exprimée
- 3.4.2. Evolution qualitative de la demande
- 3.4.3. Capacités d'adaptation du système à l'évolution des attentes

**4. CONCLUSION**

**CONTEXTE D'ACTION POUR LA COMMUNAUTE**

## **ANNEXES**

ANNEXE 1	LE QUESTIONNAIRE
ANNEXE 2	LA LISTE DES ORGANISATIONS CONSULTÉES ET COMMENTAIRES
ANNEXE 3	TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉPONSES
ANNEXE 4	ANALYSE DES RÉPONSES
ANNEXE 5	LA CHARTE DU B.I.T.S.
ANNEXE 6	EXTRAITS DE LA DÉCLARATION DE MANILLE





## **CHAPITRE PREMIER**

### **ORIGINE ET DEVELOPPEMENT DE LA NOTION DU TOURISME SOCIAL**



## 1.1 LES PRECURSEURS

Les *Promenades dans Rome* de Stendhal donnent une idée de ce que pouvait être le contenu de la notion de "Tourisme" à l'époque de sa naissance.

C'est en effet, même si la tradition du *Voyage en Italie* avait déjà été brillamment illustrée, de Poussin et Velázquez à Goethe et Châteaubriand, dans les premières années du XIX<sup>ème</sup> Siècle qu'apparaît pour la première fois, l'idée de voyages dépourvus de tout but utilitaire, que ce but soit mercantile, scientifique ou pédagogique. Le groupe de "touristes" que Stendhal met en scène pour fournir une trame à son récit appartient à une catégorie sociale fortunée (et évidemment oisive, vu le nombre respectable de mois qu'il passe dans la Ville Eternelle).

Ce n'est que plus tard, dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> Siècle, que le progrès des moyens de communications (et principalement l'extension des réseaux de chemins de fer<sup>1</sup>) ouvre, en raccourcissant la durée des voyages, le "tourisme" à des catégories sociales, sinon moins prospères, du moins plus actives. Vers la fin du siècle se mettent en place les organisations de services aptes à satisfaire les besoins de tourisme sur une échelle déjà "industrielle": *Compagnie des Wagons-Lits*, chèques de voyage, etc., tout en restant très ciblées socialement. Le tourisme prend alors place, en tant que *consommation ostentatoire*, parmi les activités sociales valorisantes, caractère qu'il n'a pas entièrement perdu.

La question de l'accès des masses populaires aux prestations touristiques ne se posait même pas, non seulement pour des raisons évidentes de coût, mais aussi pour des raisons de disponibilité de temps, les travailleurs ne bénéficiant alors d'aucune possibilité légale de congé. Non pas que les membres des couches pauvres ne voyageaient pas: émigrants, ouvriers itinérants, travailleurs saisonniers, apportaient à la troisième classe des chemins de fer une clientèle importante. Avec l'exode rural de la fin du XIX<sup>ème</sup> Siècle et l'entassement urbain d'une "Belle Epoque" qui ne l'était que pour une minorité, apparaît alors l'amorce d'une revendication pour un "droit aux loisirs".

Il s'agit surtout pour les travailleurs vivant dans les conditions insalubres et anonymes des grandes agglomérations industrielles, de pouvoir quelques jours par an, se retremper dans le contexte de leurs proches origines rurales. On n'en est pas certes à espérer les "congés payés" tels qu'on les a entendus plus tard, mais seulement la possibilité de s'absenter quelques jours des usines sans encourir le risque de licenciement immédiat et sans recours.

---

<sup>1</sup> mais aussi la généralisation de la navigation à vapeur rendant possible la desserte des lignes maritimes selon un programme fixe, condition essentielle pour une clientèle active

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les premières amorces de tourisme "associatif" aient concerné essentiellement la bourgeoisie, y compris la petite bourgeoisie, et, grâce à des formules de séjour peu onéreuses qui commencent à être découvertes (camping, séjour chez l'habitant), des catégories, même peu fortunées, mais disposant de loisirs d'une certaine durée, telles que les jeunes d'âge scolaire et certaines catégories de fonctionnaires bénéficiant de congés annuels.

Peut-on faire de ces premières organisations spécialisées les ancêtres légitimes du *Tourisme Social* d'aujourd'hui?

Axées sur la pratique sportive de la montagne (*British Alpine Club, 1857; Club Alpin Italien, 1863; Club Alpin Autrichien, 1862; Club Alpin Français, 1874; Touring Club Cycliste Italien, 1894; Association Viennoise des Amis de la Nature, 1895*), ou encore sur une certaine conception des loisirs participatifs pour les jeunes (naissance des *Auberges de Jeunesse* en Allemagne vers 1900, du *scoutisme* en Angleterre vers 1905), même si les institutions actuelles du *Tourisme Social* n'en reconnaissent pas toutes la filiation directe, ces organisations sont à l'origine de principes, de pratiques et de valeurs que nous estimons faire partie de la notion de *Tourisme Social* :

- le rejet de la dimension ostentatoire du tourisme
- le refus du loisir en tant qu'objet de simple consommation, par la mise en valeur de l'effet physique (Clubs Alpins), de la dimension participative (Scoutisme, Auberges de Jeunesse) ou de la dimension pédagogique (apprentissage de la nature par le scoutisme) avec une retombée directe, qui est de gommer les différences sociales et de favoriser un certain brassage (entre des couches sociales relativement peu distantes il est vrai) par le partage des risques, des efforts, des tâches et même, pour le Scoutisme, par les vertus de l'uniforme<sup>2</sup>.

A la même époque, la naissance des colonies de vacances en Suisse et en France était, elle aussi, marquée d'un fort contenu idéologique, en tant qu'entreprises charitables organisées par la bourgeoisie au bénéfice d'enfants des classes défavorisées, essentiellement d'inspiration chrétienne. Ceci apparaît clairement dans les propos du fondateur de la toute première d'entre elles, un pasteur de Zurich, Wilhem Blar, qui en appelait à la *générosité d'adultes et d'enfants à l'abri du besoin, pour procurer les moyens*

---

<sup>2</sup> le rôle de l'uniforme dans le scoutisme ne vient pas seulement de ce que Baden Powell (*B.P.* ou *Bee-Pee*, pour les scouts) était colonel dans l'armée britannique: les textes de l'époque font explicitement mention de l'objectif d'éliminer les différences d'origine sociale ou de fortune entre scouts. La littérature spécialisée (les "romans scouts") font un usage fréquent de ce thème (le scout pauvre, généralement fils d'une veuve méritante, se liant d'amitié avec le scout riche, etc...); il est significatif que les "pauvres" mis en scène par cette littérature sont généralement des membres des milieux petit-bourgeois, déclassés socialement à la suite des malheurs de la vie (mais tout rentre dans l'ordre à la fin du livre...) et sont assez rarement d'authentiques membres des classes ouvrières: ce qui justifie complètement la remarque faite plus haut sur le caractère essentiellement petit-bourgeois de la fréquentation de ces institutions qui préfigurent le *Tourisme Social*

*de conduire pendant les vacances d'été, les enfants pauvres et nécessiteux dans le Canton d'Appenzell, pour leur faire retrouver la santé*<sup>3</sup>.

C'est l'inspiration chrétienne en France également qui a présidé à la création de la toute première colonie de vacances en 1881 par un pasteur, et à celle de l'*Œuvre de la Chaussée du Maine* par Mme de Préssensé, qui comptent parmi les précurseurs.

Les maisons familiales, quant à elles, apparaissent au cours de la même période en Angleterre, avec l'*Association Coopérative de Vacances* ou des syndicats, qui achètent à bas prix des domaines ruraux appartenant à des aristocrates qui ne peuvent plus - ou ne souhaitent plus - faire face aux dépenses d'entretien<sup>4</sup>.

Cette période de précurseurs se clôt en 1914, date de l'intervention massive des gouvernements, qui commencent par offrir des loisirs forcés de longue durée à des millions de travailleurs, mais dans des conditions de confort et de sécurité particulièrement détestables<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> cité par Raynouard in *Le Tourisme Social*, Editions *Que Sais-je?*

<sup>4</sup> on voit donc également poindre dès cette période une des différences qui existent encore aujourd'hui dans le Tourisme Social: il y a d'une part celles qui mettent l'accent sur les modalités d'organisation (clubs de randonnée, scoutisme) et celles qui mettent l'accent sur la mise en place et l'exploitation d'équipements spécifiques (Auberges de Jeunesse, Maisons Familiales, etc.): le *software* et le *hardware* en quelque sorte

<sup>5</sup> commentaire recueilli autrefois de vive voix auprès d'un témoin oculaire de ces tristes événements: "Après les nuits que j'ai passées dehors pendant l'hiver 1917-1918 dans la Meuse, j'ai été dégoûté du camping pour le reste de ma vie"

## **1.2 LES DEBUTS DE L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS**

On cite fréquemment parmi les sources idéologiques du Tourisme Social d'une part le mouvement familial chrétien et d'autre part le mouvement ouvrier.

A la première source se rattachent les initiatives privées, soit à caractère associatif ou coopératif, soit à caractère d'œuvres charitables (comme on l'a vu pour les colonies de vacances), mais c'est à la deuxième, et plus exactement à la pression politique créée par les partis ouvriers, qu'il faut rattacher l'intervention des Etats pour imposer l'institution de congés pour les travailleurs. Certes, le mouvement ouvrier a-t-il été lui-même à l'origine d'initiatives à caractère associatif ou coopératif, mais c'est surtout à travers l'évolution législative que son intervention s'est fait sentir.

Déjà vers la fin du XIX<sup>ème</sup> Siècle et les débuts du XX<sup>ème</sup> , certaines catégories commençaient à bénéficier de facilités limitées de congés, parfois payés, mais le plus souvent non: les femmes, les apprentis, puis les employés du commerce et certains fonctionnaires.

Après la Première Guerre Mondiale, les pays les plus avancés socialement - ou peut-être ceux où la puissance politique des partis représentant les travailleurs était la plus forte - mettent en place des législations généralisant la pratique des congés payés. Mais ce ne sont toujours pas les états démocratiques qui font preuve de la plus grande capacité d'innovation en la matière.

Aux côtés de deux sources identifiées, mouvement familial chrétien et mouvement ouvrier - il faut en effet en ajouter une troisième, que les acteurs du Tourisme Social citent bien sûr moins volontiers, et qui est l'idéologie animant de nombreux régimes autoritaires qui apparaissent en Europe dans les années 20 et les années 30, et que par souci de simplification, on appellera le "fascisme"<sup>6</sup>. L'intervention des états fascistes en matière de Tourisme Social répond en fait à deux préoccupations: il s'agit d'une part d'une entreprise de recupération politique du mouvement ouvrier sous couvert de satisfactions limitées données à certaines de ses revendications auxquelles une bourgeoisie conservatrice opposait un refus buté, et d'autre part, de profiter de l'organisation des loisirs de masse pour mettre en place, ou parfaire un outil de propagande ou d'encadrement, visant à promouvoir le climat d'*unanimité*<sup>7</sup> politique caractéristique de

---

<sup>6</sup> rappelons que le fascisme *stricto sensu* est le système mis en place en Italie par Mussolini. Ce terme est appliqué de nos jours par extension à tous les régimes autoritaires non communistes qui s'installent dans différents pays d'Europe entre les deux guerres mondiales, malgré les grandes différences qui ont existé entre ces régimes

<sup>7</sup> le terme d'*unanimité* est employé par les critiques littéraires pour caractériser l'œuvre de Jules Romains (*Les Hommes de Bonne Volonté*), auteur qui, bien que n'ayant rien de fasciste, exprimait la

ces régimes totalitaires. La leçon a d'ailleurs été retenue, puisque dans les années 50, alors que le "fascisme" avait été éradiqué d'Europe (ou ne survivait que sous des formes atténuées dans quelques Etats), certaines organisations cherchant leur inspiration du côté du Stalinisme n'hésitaient pas à se servir des structures et des pratiques du Tourisme Social comme d'un outil d'endoctrinement à l'usage de leurs adhérents ou sympathisants.

On retrouve aussi dans un texte aussi récent et aussi peu suspect que la *Déclaration de Manille* (10 Octobre 1980)<sup>8</sup> des traces, lointaines mais indéniables, de ces pratiques:

*La rentabilité économique du Tourisme, pour autant qu'elle soit réelle et significative, ne saurait constituer le seul critère d'appréciation de l'encouragement que les Etats doivent apporter à cette activité. Le droit aux vacances, l'ouverture du citoyen à son propre milieu, l'approfondissement de sa conscience nationale et de la solidarité qui le lie à ses compatriotes, le sens de son appartenance à une culture et à un peuple, sont autant de raisons impérieuses de lui favoriser par l'accès aux vacances et aux voyages sa participation au tourisme national et international."*

alors qu'on aurait plutôt attendu, ou même espéré, voir mettre en avant des idées de "contact avec d'autres milieux que le sien", "d'approfondissement de la connaissance d'autres cultures", et de "développement du respect mutuel entre les peuples".

Certes aujourd'hui, il n'est, malgré l'ambiguïté de formulations comme celle que nous citons ci-dessus, aucune institution de Tourisme Social qui ne récuise avec force ce trouble héritage, mais ce serait donner une vision fautive du développement historique du Tourisme Social que de chercher à l'occulter ou à l'évacuer.

Les institutions établies préfèrent rechercher leur filiation dans des initiatives comme celles du *Front Populaire* de 1936<sup>9</sup>. Cette année-là, les partis de gauche remportent les élections législatives en France, et Léon Blum, devenu chef du gouvernement, fait voter la loi instituant les "congés payés"<sup>10</sup>. Il va plus loin. Constatant que les travailleurs restent souvent, faute de moyens financiers, incapables de tirer parti des jours de repos qui leur sont accordés, il crée un *Ministère des Loisirs* qu'il confie à Léo Lagrange, avec pour mission de faciliter l'organisation de loisirs à bon marché accessibles à tous.

C'est également en 1936 que la Belgique institue les congés payés généralisés. Dans le même esprit, elle crée aussitôt l'*Office National des Vacances Ouvrières*, puis en 1939, en même temps que le *Commissariat Général au Tourisme*, le *Conseil Supérieur des Vacances Ouvrières et du Tourisme Social*.

---

sensibilité de son époque (*Zeitsgeist*), et il convient particulièrement bien pour décrire l'état d'esprit qui animait les régimes de cette période

<sup>8</sup> cité par l'Etude sur le *Tourisme Social* réalisée en 1987 pour la Commission des Communautés Européennes par le CECOTOS

<sup>9</sup> l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de *Front Populaire* en 1936 est un épisode important de l'histoire contemporaine de la France, mais des phénomènes analogues se sont produits dans d'autres pays d'Europe à la même époque, avec des résultats contrastés

<sup>10</sup> deux semaines par an à l'époque

En **Espagne**, c'est dès **1931** qu'a été mise en place la première législation générale sur les congés payés. Après un *fuero* de 1938 qui ne pose que des principes généraux, c'est la Loi du 26 Janvier **1944** sur le Contrat de Travail qui établit de façon précise le régime des congés payés, puis l' "*Obra Sindical de Educacion y Descanso*", création du régime dans les années 40, qui met en place un programme ambitieux de Tourisme Social.

Si la **Grande-Bretagne** a mis en place assez tôt une législation sur la durée du travail et sur les congés, l'Etat s'y est abstenu d'intervenir dans l'organisation des loisirs qui est intégralement laissée à l'initiative privée, ou confiée dans certains cas précis aux collectivités locales.

En **Allemagne**, c'est dès le début du XX<sup>ème</sup> Siècle qu'apparaît la législation sociale, qui se trouve en 1914, du moins dans certains des Etats constitutifs de l'Empire, l'une des plus avancées d'Europe. Elle fournit donc très tôt le contexte à un développement d'organismes d'origine syndicale ou corporatiste comme le *Service Social des Chemins de Fer*, qui dès sa création en **1904** s'est engagé dans une activité de Tourisme Social.

Aux **Pays-Bas**, l'Etat s'est abstenu d'intervenir dans le Tourisme Social proprement dit, malgré son engagement précoce dans diverses politiques à caractère social.

Ce n'est pas le cas du **Portugal**, où la création en **1934** de la *Fédération Nationale pour la Joie du Travail* est non seulement d'initiative ouvertement étatique (et marquée d'un contenu idéologique affiché) mais de statut public (qui a perduré jusqu'à nos jours).

En **Italie**, si ce n'est aucunement l'Etat qui est à l'origine des initiatives du Tourisme Social, le pouvoir a au cours des années 20 et des années 30, progressivement entrepris, à travers l'étatisation des associations initialement privées, telles que *Dopo Lavoro* ou le *Club Alpin Italien*, d'étendre son empire sur le Tourisme Social, dont il entendait faire un instrument docile de sa politique autoritaire.

De cette rapide et incomplète revue, il ressort que, dès les années 20 et 30, des Etats interventionnistes en matière de loisirs des travailleurs (France, Italie, Portugal) se distinguent les Etats non-interventionnistes (Pays-Bas, Royaume-Uni), soit par tradition libérale soit par manque d'intérêt pour la question.

Même si l'après 1945 a vu une remise en ordre complète des dispositifs dans tous les pays, les origines de l'intervention des Etats ont marqué assez profondément le développement ultérieur, soit que les institutions actuelles se situent dans le prolongement des créations de l'époque (Portugal, et dans une moindre mesure, Italie) soit que les politiques suivies soient marquées par une réticence, voire une méfiance vis à vis d'une emprise éventuelle de l'Etat (Allemagne).



### **1.3 LES EFFORTS D'ORGANISATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE ET EUROPEENNE**

L'examen des efforts d'organisation du Tourisme Social à l'échelle internationale montre que cette notion est à l'origine fortement liée au monde du Travail.

Aux lendemains de la Première Guerre Mondiale, les fondateurs de la Société des Nations avaient établi dans sa mouvance un Bureau International du Travail, où siégeaient, à côté des représentants des Etats, ceux des organisations patronales et ceux des organisations ouvrières<sup>11</sup>.

Dès 1920, le BIT organise un Congrès International sur le *Temps Libre des Travailleurs* qui pose le problème de la réduction de la durée du travail et de l'organisation des loisirs. En 1924 la Conférence Internationale du Travail déclare que:

la valeur morale d'un peuple dépend pour une large part de la manière dont il emploie son temps libre<sup>12</sup>.

Sur un plan plus pratique, en 1936, elle établit une convention internationale sur les congés payés, qui sera ratifiée par près de 40 Etats, et qui stipule un minimum de 6 jours ouvrables de congé pour les travailleurs du secteur de l'industrie et du commerce.

Après la Seconde Guerre Mondiale, se fondant sur les principes de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* de 1948, prévoyant le droit à des congés payés périodiques (Article 24), les efforts de promotion de la notion de Tourisme Social sur le plan international se poursuivent avec la Conférence de Berne (1956), la Conférence de Vienne (1959), celle de Milan (1962), pour aboutir à celle de Manille (1980), déjà citée. De l'ensemble des textes produits par ces assemblées, c'est toutefois la Convention de 1970 (*Convention N°132* de l'Organisation Internationale du Travail) qui constitue la plus importante contribution depuis la Convention de 1936. Applicable à la totalité des salariés (y compris agricoles, mais à l'exception de certaines professions spécifiques dont les modalités d'emploi ressortent de la responsabilité d'autres organisations internationales), elle prévoit notamment:

un minimum de 3 semaines de congés payés par an

<sup>11</sup> c'est ce qu'on appelle le modèle *paritaire* d'organisation qu'on retrouvera fréquemment dans les institutions ayant un rôle en matière de Tourisme Social dans plusieurs pays d'Europe

<sup>12</sup> déclaration de la Conférence Internationale du Travail de 1924. Aujourd'hui on n'oserait probablement plus employer l'expression de *valeur morale d'un peuple*, non seulement parce qu'elle sous-entend que des peuples différents n'ont pas la même valeur morale, ce qui est douteux, mais surtout parce que la notion de *valeur morale* en tant que concept normatif s'est assez fortement émoussée.

une durée proportionnelle pour les travailleurs qui ne peuvent se prévaloir d'un an de service continu

un maximum de six mois pour la période minimale d'ouverture des droits à congés

les dispositions régissant la date, le fractionnement et l'ajournement des congés, et la protection des droits à congés lors de la rupture du contrat de travail.

Parallèlement aux progrès de la notion de droit des travailleurs aux congés et aux loisirs dans le contexte interétatique, les initiatives privées se sont multipliées, sur le plan mondial et sur le plan européen. Les premiers effets signalés viennent de la volonté de regroupement international menée par des organisations mues par des affinités d'objectifs, de motivation ou d'idéologie.

C'est ainsi qu'après la naissance des Fédérations Sportives Internationales, une *Fédération Internationale du Camping et du Caravaning* est créée en 1932; puis suivent la *Fédération Internationale de l'Hôtellerie de Plein Air*, la *Fédération Internationale des Auberges de Jeunesse*, l'*Alliance Internationale du Tourisme*, l'*Union Internationale des Associations d'Alpinisme* etc.

La référence à la notion de *Tourisme Social* devient plus explicite à partir de 1950 avec la création d'organismes spécifiques. Souvent ces organismes sont l'émanation de courants idéologiques identifiés. On citera par exemple :

- la *Fédération Internationale des Organismes de Tourisme Social* (IFPTO), qui se situe dans la mouvance de la *Fédération Internationale des Syndicats Libres* (CISL) et des centrales syndicales d'inspiration social-démocrate d'Europe du Nord,
- le *Comité Syndical International de Tourisme Social et des Loisirs*, émanation de la Fédération Syndicale Mondiale<sup>13</sup> de Prague,
- le *Bureau International pour le Tourisme et les Echanges de la Jeunesse* (BITEJ), de Budapest, qui se situe dans une mouvance analogue.

D'autres sont moins marqués de ce point de vue. On peut en donner comme exemple :

- le *Bureau International du Tourisme Social* (BITS) de Bruxelles, fondé en 1963, qui accueille plusieurs dizaines d'associations ou de fédérations nationales de la plupart des pays d'Europe et de quelques pays hors d'Europe.

---

<sup>13</sup> le sort de cette organisation est incertain depuis que les nouvelles autorités de Tchécoslovaquie ont retiré leur soutien (c'est une litote) à la FSM

- la *Fédération Internationale des Organisations de Voyages pour la Jeunesse* (FIYTO) de Copenhague, qui regroupe plus de 100 organisations de jeunesse, et qui a créé une carte internationale pour les échanges culturels de jeunes (*Carte Jeunes Internationale*).

Quoiqu'il en soit, la plupart de ces organismes n'ont qu'une **représentativité limitée**, y compris à l'intérieur du secteur dans lequel ils se positionnent.

- ☛ C'est par exemple le cas du **BITS**, qui malgré son activité importante, et sa contribution incontestable à la défense des principes du Tourisme Social (illustrée par la *Charte de Vienne* adoptée en 1972 - texte en Annexe), n'est au demeurant qu'un organisme parmi d'autres qui n'arrive pas à démontrer de façon convaincante sa prétention à être le fédérateur mondial de la totalité de l'activité de Tourisme Social.

Au niveau européen, la situation est similaire, avec une confusion supplémentaire venant du fait que, les organisations européennes étant majoritaires au sein des fédérations "mondiales", celles-ci apparaissent largement comme faisant double emploi avec les fédérations "européennes".

C'est donc essentiellement au sein des organismes de coopération interétatique qu'il faut trouver, par l'entremise de leurs services spécialisés, la véritable dimension européenne apte à appréhender le phénomène du Tourisme Social dans son ensemble.

Il s'agit en fait d'une part du **Conseil de l'Europe**, et surtout de la **Communauté Européenne**, qui possède, au sein de la *DG XXIII*, d'une unité spécialisée dans le Tourisme et qui s'intéresse notamment aux diverses composantes de l'activité de Tourisme Social à l'échelle des 12 pays de la Communauté.

#### **1.4 LE CONTEXTE DE LA NAISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES ACTUELLES DE TOURISME SOCIAL**

La plupart des organismes existant et jouant aujourd'hui un rôle important dans le secteur du Tourisme Social dans les pays de la Communauté sont nés postérieurement à 1945.

Après la Deuxième Guerre Mondiale, et très vite après les premiers succès de la reconstruction, les besoins en matière de loisirs ont recommencé à s'exprimer. C'est autour de deux pôles déjà identifiés (voir § 1.2) que vont s'organiser les initiatives:

- le **mouvement familial**, à l'origine d'inspiration chrétienne, et qui va, dans certains pays, se laïciser progressivement, notamment du fait de l'intervention accrue des Pouvoirs Publics dans le financement de ses réalisations;
- le **mouvement ouvrier**, qui se situe lui-même dans deux traditions distinctes: une tradition social-démocrate dans les pays du Nord de l'Europe (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Danemark) et une tradition se réclamant du marxisme dans les pays du Sud (France, Italie, Grèce), et qui va s'en détacher progressivement (Congrès de Bad Godesberg du SPD allemand en 1963).

Pour le premier pôle, il s'agit, à travers la réalisation d'équipements économiques, de réduire le coût du départ en vacances pour les familles et donc de donner accès à ce type d'activités pour des personnes, au revenu modeste ou non, afin de revaloriser l'image de la famille<sup>14</sup>.

Pour le second pôle, on retrouve évidemment le souci de permettre aux travailleurs l'accès aux loisirs par les mêmes moyens, mais aussi, tout du moins pour certaines des organisations se situant dans cette mouvance, celui de participer à une entreprise générale d'éducation, de prise de conscience, voire d'organisation des masses<sup>15</sup>: d'où la priorité

---

<sup>14</sup> cette orientation s'inscrit aussi dans une entreprise plus large de promotion des valeurs familiales que ces mouvements estiment menacées par l'évolution de la société. Le départ en vacances étant considéré comme socialement valorisant, les difficultés rencontrées par les familles dans l'accès aux vacances contribueraient, selon les idées du mouvement familial, à dévaloriser l'image de la famille ou du moins à dissuader un nombre croissant de citoyens à accepter les contraintes de la constitution d'une famille. Il est vrai que, on le verra ultérieurement dans ce rapport, quelle que soit l'efficacité du secteur marchand à récupérer les valeurs et les formules du Tourisme Social, il s'est généralement trouvé impuissant jusqu'à maintenant à proposer des produits vraiment compétitifs pour les familles à revenus modestes ou même moyens.

<sup>15</sup> les pratiques les plus spécifiques de cet état d'esprit ont commencé à être abandonnées dès la fin des années 50

mise sur les activités culturelles, ou selon les organismes, sur les activités sportives ou physiques, mais le plus souvent avec une composante importante de participation collective.

Mais paradoxalement, c'est alors même que la notion et la spécificité du Tourisme Social se précisent, qu'on voit poindre sur un terrain où on ne les attendait pas les initiatives du secteur marchand.

Si on cherche à analyser l'évolution du Tourisme Social en Europe au cours de cette période, force est de constater que les situations nationales y sont très différentes d'un Etat à l'autre, et notamment entre les "interventionnistes" et les "non-interventionnistes".

## **1.5 LE DEVELOPPEMENT DES OUTILS DE L'INTERVENTION DES ETATS**

Dans les Etats interventionnistes, les Pouvoirs Publics se sont dotés d'une panoplie de moyens d'action pour, non seulement faciliter l'accès au Tourisme Social naissant, mais aussi pour jouer un rôle direct dans la gestion des mécanismes qu'il met en jeu.

### **1.5.1 Etablissement d'un cadre juridique**

Il s'agit tout d'abord de créer par voie législative ou réglementaire le cadre juridique dans lequel s'exerceront les activités du Tourisme Social. Mais on trouve cette modalité d'action des Pouvoirs Publics même dans les Etats non-interventionnistes qui, en légiférant sur des sujets tels que le régime des associations ou le statut fiscal des organismes à but non lucratif, ne manquent pas d'exercer une influence directe sur le mode de fonctionnement du Tourisme Social.

Cependant, les législations spécifiques sur le Tourisme Social, c'est à dire la reconnaissance du Tourisme Social en tant que catégorie juridiquement définie, ne concernent que certains pays<sup>16</sup>.

### **1.5.2 Infrastructures de base**

Relevant également du rôle de l'Etat même dans les pays les moins "interventionnistes", on trouvera la création et la maintenance des infrastructures de base (routes, adductions, aménagement de sites, assainissement, etc.), qui concourent au développement du tourisme (y compris le Tourisme Social)<sup>17</sup> dans les zones du pays qui en bénéficient.

Dans certains cas, ces infrastructures peuvent être plus directement liées à des aménagements à finalité touristique non- marchande (aménagement de rivières, chemins de randonnée, parcs nationaux<sup>18</sup>...), mais généralement ouverts à tous, et sans volonté de "ciblage social".

---

<sup>16</sup> la reconnaissance juridique du Tourisme Social Etat par Etat est examinée dans un chapitre ultérieur

<sup>17</sup> encore que dans certains pays, ce sont les entités décentralisées (comme les *Länder* en Allemagne) qui ont la responsabilité principale en la matière

<sup>18</sup> la politique des Parcs Nationaux (quand il en existe) relève incontestablement de certains aspects qu'on retrouve dans le Tourisme Social. Il n'est pourtant pas d'usage de classer les Parcs Nationaux parmi les organismes de Tourisme Social. Les développements ultérieurs de ctte étude montrent clairement pourquoi.

### 1.5.3 Transferts sociaux

Un troisième degré de l'intervention, qui nous fait déjà entrer de plein pied dans le volontarisme, bien que l'action de l'Etat y reste indirecte, consiste à promulguer des mesures visant à (ou permettant de) orienter vers le Tourisme Social des ressources d'origine privée (c'est-à-dire ne transitant pas par le budget de l'Etat) mais auquel est donné un caractère obligatoire. Il s'agit en d'autres termes de réserver à des objectifs relevant du Tourisme Social une fraction des transferts sociaux. Cette pratique s'est développée notamment:

- en **Belgique**, avec l'institution en 1948 de l'*Office National des Vacances Annuelles*, qui a pour mission de gérer les retenues et cotisations pour congés payés. L'ONV peut accorder des prêts à taux préférentiel (3%) à des organismes agréés de Tourisme Social, et il intervient dans la gestion du système dit de "pécule de vacances" qui à travers un mécanisme assez complexe de péréquations et de transferts, comporte pour certains bénéficiaires une part d'"aide à la personne"<sup>19</sup>.
- au **Danemark**, c'est un fonds géré par le Ministère du Travail, et alimenté par les produits financiers de la gestion des cotisations patronales de congés annuel, l'*Arbejds Merkedets Ferie Fond*, qui joue ce rôle, en accordant des subventions ou des prêts à des organismes agréés.
- en **France**, le canal le plus important par lequel des prélèvements obligatoires peuvent bénéficier au Tourisme Social est celui des *Comités d'Entreprise*, sorte de coopératives gérées paritairement par l'entreprise et les salariés, et qui est obligatoire dans les entreprises dépassant 50 salariés.
  - Bénéficiant d'une contribution obligatoire d'au moins 0.65% de la masse salariale, les *Comités d'Entreprise* interviennent notamment en organisant avec l'appui du secteur associatif (ou du secteur marchand) des voyages de groupes ouverts aux salariés et à leurs familles, dont ils subventionnent partiellement le coût. Certains d'entre eux, en particulier dans les grandes entreprises du secteur public, qui disposent d'une masse financière considérable, possèdent un parc d'installations touristiques important<sup>20</sup>. Les plus petits au contraire se contentent de subventionner les départs en vacances individuels, ainsi que des activités de loisirs non spécifiquement touristiques (pratiques de sports, abonnements de spectacles, etc.).

<sup>19</sup> ce vocable se rattache à la terminologie française où on tend à distinguer en matière de Tourisme Social (comme d'ailleurs en matière de logement social) l' *aide à la personne* et l' *aide à la pierre* (c'est-à-dire la subvention à la réalisation d'installations),

<sup>20</sup> c'est une des raisons pour lesquelles la désignation par voie d'élection des responsables des Comités d'Entreprise dans les grandes sociétés nationales est considérée comme un enjeu important sur le plan syndical, voire politique

A côté de ce système, il ne faudrait pas omettre les diverses caisses sociales (Caisses d'Allocations Familiales, Caisses de Retraite, et même Caisses d'Assurance-Maladie) qui organisent des activités de Tourisme Social sur une échelle non négligeable<sup>21</sup> au profit de leurs affiliés, ou de certains d'entre eux, sélectionnés en principe sur critères sociaux (bas revenus, situations de famille difficiles). Il est à noter que les Caisses d'Allocations Familiales, agissant là dans le cadre strict de leur objet social, distribuent des aides directes à certaines familles remplissant des conditions objectives.

- en Grèce, le principe d'un fonds géré paritairement par les salariés et les employeurs existe également, mais à une échelle nationale, et non pas entreprise par entreprise. Dénommé le *Foyer du Travailleur*, il intervient surtout au niveau du logement social et malgré son importance financière (2% de la masse salariale) il ne joue qu'un rôle relativement modeste en matière de Tourisme Social.

#### **1.5.4 Interventions budgétaires directes de l'Etat**

Un quatrième degré de l'implication des Pouvoirs Publics dans le Tourisme Social est constitué par les interventions budgétaires directes,

- soit au profit de la réalisation d'équipements<sup>22</sup>,
- soit sous la forme de subventions aux associations ou organismes de droit privé,
- soit encore sous forme d'aide à la personne.

Il n'y a qu'un paradoxe apparent à voir apparaître dans cette catégorie des Etats *non interventionnistes*, c'est-à-dire des Etats n'ayant pas en principe mis en place d'action coordonnée et volontariste constituant une politique du Tourisme Social. C'est que peut-être, estimant que la spécificité du Tourisme Social n'est pas démontrée, soit ils ont axé leurs interventions sur le soutien au secteur touristique en général, soit ils préfèrent cibler les actions budgétaires sur des catégories posant problème au niveau social, de sorte que certaines activités de tourisme social bénéficient d'aides budgétaires visant non pas les activités elles-mêmes, mais plutôt leur finalité sociale.

<sup>21</sup> les masses financières brassées par ces organismes sont d'une telle ampleur que même une très faible proportion du total peut représenter une part assez considérable de l'ensemble des activités de Tourisme Social. Les chiffres exacts sont assez difficiles à obtenir.

<sup>22</sup> qu'on appelle "aide à la pierre" dans certains pays (cf. *supra* )



## **Allemagne**

L'Allemagne en est l'illustration la plus probante. En effet, si les cinq Länder de l'Est ont, de 1949 à 1990, pratiqué une politique dirigiste en matière de tourisme, conforme aux stéréotypes hérités de la période stalinienne, il ne faudrait pas croire que la République Fédérale, qui donne pourtant l'image d'un Etat "non interventionniste", se désintéresse sinon du Tourisme Social en tant que tel, mais des divers phénomènes qui le constituent. Aucun autre Etat en effet, même parmi les plus "interventionnistes" ne dispose d'une panoplie aussi diversifiée de régimes de subventions directes et d'interventions ponctuelles bénéficiant peu ou prou à une ou plusieurs des formes de Tourisme Social<sup>23</sup>.

C'est ainsi que le *Bund*, qui n'intervient qu'en complément des aides consenties par les pouvoirs locaux (Municipalités et *Länder*), rattache ses concours budgétaires en faveur du Tourisme Social à plusieurs politiques distinctes:

- une **politique du tourisme**, qui comporte un volet d'*amélioration de la participation au tourisme par les plus larges couches de la population*, et qui permet, toujours selon le principe de *subsidiarité* (c'est-à-dire en complément des concours locaux) d'attribuer des aides définies au cas par cas à des projets entrant dans cet objectif.
- une politique dite d'*amélioration de la structure économique régionale* qui permet d'intervenir pour la correction des déséquilibres structurels entre les régions par les *peréquations* ou orientations de moyens (ce qui concerne d'ailleurs plutôt les infrastructures de base).
- une politique dite d'*aide en faveur de catégories de la population nécessitant une assistance*, a permis de subventionner notamment la création d'équipements de vacances, avec des niveaux de concours budgétaires fédéraux non négligeables.
- une politique dite *Plan Fédéral pour la Jeunesse*, qui a permis essentiellement le financement d'actions de formation en faveur de l'encadrement et de l'animation des organismes de voyages de jeunes.

Il est vraisemblable, sans que l'état actuel des données disponibles permette de le chiffrer avec exactitude, que depuis 1990 et pour quelques années encore, la priorité dans l'allocation des ressources dégagées par ce type de politique soit mise sur l'aide aux nouveaux *Länder* qui souffrent d'un retard qualitatif et quantitatif dans tous les domaines, même si, en matière de Tourisme, celui-ci n'y existait avant la réunification que sous forme en principe "sociale".

---

<sup>23</sup> Faut-il y voir une conséquence directe de l'idéologie libérale qui tend à privilégier le pragmatisme de l'action par rapport à l'institutionnalisation des concepts? On lit souvent que la notion de Tourisme Social n'est pas reconnue dans certains pays: il faudrait plutôt dire en toute rigueur que ce qui n'y est pas reconnu, c'est la catégorie sémantique *Tourisme Social*, sans empêcher nécessairement que les phénomènes qu'on associe à cette notion y soient bien présents au niveau pratique.

## **Belgique**

En Belgique, l'Etat ne s'est pas contenté de mettre en place un mécanisme de transferts sociaux (voir plus haut). C'est en effet à partir de 1956 que le Budget a commencé à intervenir directement par l'attribution de subventions aux organismes agréés sans but lucratif, tant au niveau de l'équipement qu'au niveau du fonctionnement. Cependant, depuis la réforme constitutionnelle, ces pouvoirs ont été dévolus aux *Communautés*<sup>24</sup>, de sorte que le système belge d'aujourd'hui ne comporte plus d'intervention de l'Etat central.

## **Espagne**

Un mouvement de décentralisation de grande ampleur a également touché le secteur du Tourisme Social en Espagne, où les Pouvoirs Publics étaient, à partir de 1975, confrontés à trois types de problèmes :

- gérer ou faire évoluer le patrimoine physique et institutionnel hérité de l'époque du franquisme;
- répondre aux attentes ou aux revendications régionales;
- éviter de laisser s'établir une concurrence avec le secteur marchand, qui est une composante importante de l'économie du royaume.

C'est ainsi que l'*Obra Sindical de Educaciòn y Descanso*, héritage des années 40, d'abord rebaptisée *Red de Residencias de Tiempo Libre*, a finalement été répartie entre les *Autonomies*.<sup>25</sup>

Deux autres organismes publics subventionnés interviennent de façon importante dans le secteur. Il s'agit de:

- l'*Institut de la Jeunesse*, qui comprend notamment un Bureau du Tourisme et des Echanges et Voyages Educatifs, ainsi que

---

<sup>24</sup> rappelons que la Belgique, depuis cette réforme, est administrativement divisée en trois *Régions* (Flandre, Wallonie, Bruxelles), compétentes principalement en matière d'infrastructures et d'action économique, et en trois *Communautés* (Française, Flamande, et Germanophone), compétentes en matière d'éducation et d'action culturelle. Dans ce double système institutionnel c'est aux *Communautés* qu'ont été rattachées les actions en matière de Tourisme

<sup>25</sup> L'Espagne avant 1975 était divisée en Régions, elles-mêmes subdivisées en Provinces, de statut uniforme. Depuis les réformes institutionnelles de la fin des années 70, les Provinces ont été libres de se regrouper entre elles pour former des entités nouvelles, avec une assez grande latitude et diversité quand au statut et aux attributions de ces nouvelles institutions. Certaines d'entre elles ne comptent qu'une seule province (par exemple la *Comunidad Autónoma de la Rioja*, qui recouvre le territoire de l'ancienne province de Logroño, tandis que d'autres comme la *Generalitat de Catalunya*, ont une étendue et une population beaucoup plus importante et ont pu développer leur particularisme culturel en donnant statut de langue officielle à leur langue régionale (Catalan, Galicien, Basque etc...). Devant la diversité d'appellations officielles de ces entités, on utilise le terme générique d'*Autonomías* pour les désigner.

- *l'Institut de Services Sociaux*, qui organise plus particulièrement des activités touristiques en faveur du Troisième Âge tirant parti de la sous-utilisation des équipements du secteur marchand en basse saison.

## **France**

La France offre probablement l'une des situations les plus complexes qui soient.

En effet les financements par le Budget de l'Etat, qui ressortent de plusieurs rubriques budgétaires, sont eux-mêmes conditionnés par la mise en jeu d'autres formes d'intervention, émanant des mécanismes de transferts sociaux.

Les interventions budgétaires de l'Etat relèvent principalement du soutien à la réalisation d'équipements (*l'aide à la pierre*) et peuvent être classées en trois catégories:

- des **subventions directes**, attribuées au cas par cas, par le Ministère chargé du Tourisme, pour la réalisation de *villages de vacances*, ainsi que par le Ministère de l'Agriculture pour certaines opérations particulières, les interventions de ce dernier Ministère (en matière de réalisations touristiques) ayant pour l'essentiel été transférées aux collectivités territoriales.
- les **bonifications de taux d'intérêt**, d'abord à travers les *prêts du FDES* <sup>26</sup>, puis par l'entremise de divers organes para-étatiques, qui peuvent financer dans des conditions privilégiées et dans des proportions importantes la réalisation d'investissements touristiques, dès lors que leur promoteur appartient au secteur de l'économie sociale, ou a passé des conventions d'utilisation de longue durée (appelées "souscription de lits") avec des organismes liés au secteur "social".
- les systèmes de financement paritaires complexes appartenant à la vaste gamme des "**contrats**" dont les contours, les appellations et les modalités sont assez loin d'être stabilisés ("Contrat de Plan", "Contrat de Station", faisant suite à des "Contrats de Pays" et autres "Contrats de Villes Moyennes" etc.), qui peuvent comporter parmi leurs multiples volets, des opérations de réalisation d'équipements de Tourisme Social (ainsi que des actions de formation d'animateurs etc.).

Il faut noter que la tendance générale de l'ensemble des crédits consacrés au Tourisme Social à travers ces trois catégories de mécanismes budgétaires est à la baisse.

---

<sup>26</sup> le FDES, *Fonds de Développement Economique et Social* n'est pas une institution, c'est un compte spécial du Trésor.

## **Royaume-Uni**

Le Royaume-Uni, dont les interventions budgétaires destinées au Tourisme Social en tant que tel sont inexistantes, y consacre cependant des sommes qui sont loin d'être négligeables, à travers les subventions versées soit aux collectivités locales, soit aux organismes privés dont le Tourisme Social n'est en tout état de cause qu'une activité parmi d'autres. C'est pourquoi ces sommes sont de fait impossibles à individualiser, ce qui peut laisser croire à une absence d'intervention.

## **Italie**

En Italie, il s'agissait tout d'abord, au moment de l'instauration de la République, de régler la question des institutions héritées du régime d'avant-guerre. L'*Œuvre Nationale de l'Après Travail*, issue de l'étatisation de l'association *Dopo Lavoro* a été transformée en 1945 en un *Office National d'Assistance aux Travailleurs*, tout en gardant un statut d'Etablissement Public, mais a peu à peu périclité, jusqu'à ce que la réforme régionale décentralise au niveau des régions les responsabilités en la matière.

Toutefois, cette décentralisation et le peu d'intérêt apparent des Pouvoirs Publics pour le Tourisme Social n'empêchent pas l'Etat de subventionner des organismes visant à favoriser le Tourisme Social et de la jeunesse, mais sur une échelle si limitée qu'elle semble, en fait, symbolique.

## **Portugal**

Au Portugal au contraire, la transformation en 1975 de l'Etablissement Public créé par le régime de Salazar en un *Institut National pour la Promotion des Temps Libres des Travailleurs* (INATEL), lui a permis de franchir le cap et de développer son activité, grâce à un financement original qui fait appel notamment à des subventions de l'Etat alimentées par une taxe sur les jeux.

L'INATEL ne limite d'ailleurs pas son objet au Tourisme Social, mais propose également des activités culturelles, sportives et sociales à côté de l'exploitation de centres de vacances (au nombre de 11) et de l'organisation de voyages à tarifs subventionnés, un peu à la manière d'un grand "Comité d'Entreprise"<sup>27</sup>.

Au Portugal comme en Espagne (ainsi qu'à un degré moindre en Italie et en Grèce) les Pouvoirs Publics restent vigilants quant au risque d'éventuelle concurrence déloyale que le Tourisme Social pourrait faire courir au secteur marchand<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> au sens de cette expression dans la terminologie française

<sup>28</sup> cf observation de la délégation du Portugal lors de la présentation des Rapports d'Avancement au Comité des Représentants Permanents en Juillet 1991

## **Luxembourg**

Le Luxembourg connaît évidemment une situation un peu particulière du fait de l'exiguïté de son territoire qui a comme conséquence directe que l'immense majorité des Luxembourgeois qui partent en vacances vont à l'étranger.

L'Etat intervient cependant par des **subventions** en faveur de l'équipement touristique dans le secteur marchand (hôtellerie et campings) mais aussi en faveur des associations à but non lucratif.

## **Pays-Bas**

Les Pays-Bas s'écartent dans la pratique assez peu de leur ligne "non interventionniste" en matière de Tourisme Social, et seulement par des subventions en faveur d'organismes ou d'établissements destinés aux personnes âgées ou aux handicapés, et qui peuvent avoir un volet de leur activité relevant de la notion de Tourisme Social (centre d'hébergement de loisirs).

### **1.5.5 Intervention des pouvoirs locaux**

Nous avons pu constater, dans le paragraphe précédent que le Tourisme Social a été particulièrement touché par le mouvement de dévolution de responsabilités aux Collectivités Locales qu'on a connu dans des pays traditionnellement centralisateurs (Belgique, Espagne, France, Italie).

Les gouvernements de ces pays, qu'ils aient été animés par une authentique volonté politique de décentralisation, ou qu'ils aient été simplement désireux de se décharger du fardeau d'une activité dont ils maîtrisaient mal les tenants et les aboutissants, n'ont fait que rejoindre ceux qui par tradition faisaient depuis longtemps confiance à l'initiative locale pour résoudre les problèmes au quotidien de la population.

Les deux exemples les plus aboutis de cette dernière approche sont le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En **Allemagne**, on a vu plus haut que le *Bund* (l'Etat Fédéral) n'intervient qu'en complément de l'action des *Länder*, eux-mêmes héritiers dans une large mesure d'anciens Etats indépendants. Un tableau général de l'intervention des *Länder* supposerait une analyse de la politique et des engagements budgétaires de chacun d'entre eux., car ni les principes constitutionnels de la République Fédérale, ni la vieille tradition des Etats du Saint-Empire n'autorisent le *Bund* à dicter aux *Länder* la politique qu'ils doivent mener dans les domaines qui relèvent de leur responsabilité propre.

Les aides des *Länder* concernent les deux aspects classiques :

- **aides à l'investissement**, pour la réalisation d'équipements de séjours familiaux (pour lesquels les *Länder* sont eux-mêmes éligibles à des subventions fédérales à travers les mécanismes évoqués au § 1.5.4) ;
- **aides à la personne**, dont le régime est variable d'un *Land* à l'autre, mais qui fait en général appel à des critères familiaux et/ou sociaux (plafonds de revenus conditionnant l'éligibilité). Assez fréquemment, les *Länder* eux-mêmes délèguent aux autorités communales ou à des organismes privés agréés (associations) le soin d'instruire les dossiers individuels éligibles aux aides à la personne.

Au **Royaume-Uni**, les collectivités locales<sup>29</sup> interviennent à deux titres complémentaires l'un de l'autre :

- de leur propre initiative, dans le cadre de la marge d'autonomie qui leur est traditionnellement reconnue;
- dans le cadre de responsabilités ou d'obligations qui leur sont explicitement confiées de par la législation.

C'est ainsi que les collectivités locales ont l'obligation de recenser les besoins des handicapés et des personnes constituant des cas sociaux, et de mettre en place les moyens nécessaires à une couverture adéquate de ces besoins. Ces collectivités s'en acquittent soit directement, soit par voie de subventions ou de conventionnement avec les organismes du secteur associatif.

En **Belgique**, les actions antérieurement exercées par l'Etat ont été, comme indiqué plus haut, prises en charge par les *Communautés*. Celles-ci, dont dépendent également les services du *Commissariat Général au Tourisme*, attribuent des aides aux associations sans but lucratif agréées officiellement. Ces aides concernent essentiellement l'investissement (acquisition, construction, équipement) ou subsidiairement la location (en tant que substitut à l'acquisition). Des aides limitées au fonctionnement existent pour la formation des personnels d'encadrement et d'animation.

En **Espagne**, c'est aussi d'une dévolution de compétences par le pouvoir central que les *Autonomies* tiennent leurs responsabilités en la matière.

Celles-ci cependant n'ont guère été actives dans le soutien aux *Résidences de Temps Libre*, et ont plutôt utilisé leurs moyens au profit d'interventions à cibles plus spécifiques (jeunes, personnes âgées, handicapés et cas sociaux). L'Espagne semble offrir un

---

<sup>29</sup> Au point de vue du statut des collectivités locales, il convient cependant de noter que le Royaume-Uni comprend trois zones où les législations relatives au statut et aux attributions des collectivités locales sont distinctes: Angleterre et Galles d'une part, Ecosse d'autre part, et Irlande du Nord enfin. Cependant, malgré l'autonomie législative de ces trois zones, les principes généraux sont assez semblables.

exemple d'une évolution du contenu du concept "social" sur laquelle il faudra revenir ultérieurement.

En **France**, on a vu que les collectivités locales étaient impliquées à un double titre de par la volonté de l'Etat:

- en tant que partenaires dans la politique des "Contrats" sous ses diverses formulations;
- en tant que bénéficiaires d'une dévolution de responsabilités en matière de tourisme rural.

On ne peut cependant s'arrêter à cet aspect, car les Communes ont depuis longtemps, et à leur propre initiative, développé un réseau important de centres d'hébergements, bases de loisirs, colonies de vacances, etc., soit directement, soit à travers leur Bureau d'Etudes d'Aide Sociale, soit encore en subventionnant des associations *ad hoc*, souvent créées à leur initiative.<sup>30</sup>

Outre leur intervention directe en tant qu'opérateurs de Tourisme Social, les Collectivités interviennent également de façon importante en tant que partenaires d'organismes spécialisés de Tourisme Social, dans des conditions qui seront examinées ultérieurement.

Enfin, peut-être faut-il, en raison des subventions dont ils bénéficient de la part des collectivités concernées, rattacher à cette rubrique les activités de Tourisme Social qui s'exercent dans le cadre des *Comités des Œuvres Sociales* du personnel communal ou du personnel départemental qui, *mutatis mutandis*, jouent le même rôle que les *Comités d'Entreprise* dans le secteur privé.

En **Italie**, la modestie des interventions de l'Etat pour le Tourisme Social a fait place à une situation diversifiée, où les Régions, désormais autonomes, ont institué pour la plupart des régimes d'aide à l'investissement soit directe (subventions de taux variables selon les régimes) soit indirecte (bonifications de taux d'intérêts, garanties d'emprunt).

Il semble cependant que les Régions Italiennes n'aient pas en réalité engagé de crédits très importants sur ces actions, peut-être du fait que l'industrie touristique y est une composante importante et reconnue de la structure économique, on ne souhaite pas encourager excessivement une concurrence entre le secteur "social" et le secteur "marchand".

---

<sup>30</sup> ce type d'intervention n'a pas toujours été dénué d'arrière-pensées politiques: en effet, outre que les collectivités font parfois preuve de sélectivité dans l'attribution des subventions aux associations selon les tendances idéologiques de celles-ci, pendant une certaine période, des partis d'opposition longtemps écartés du pouvoir, entendaient faire des communes qu'ils administraient les "laboratoires" de leur future politique au niveau national, et faisaient preuve dans ce contexte d'un zèle remarquable en faveur du Tourisme associatif. Paradoxalement, le désengagement budgétaire de l'Etat du secteur de Tourisme Social date précisément de l'époque de l'arrivée au pouvoir de ces mêmes partis.

### **1.5.6. Intervention des organismes financiers para-étatiques**

Dans certains pays d'Europe, les Etats contrôlent une partie importante du secteur du Crédit:

- soit à travers des Banques nationalisées,
- soit en autorisant leurs services postaux ou leurs services de Trésor Public à exercer une activité bancaire (*Chèques Postaux* ou *Girobanks*),
- soit encore en exerçant un pouvoir de fait ou un rôle statutairement reconnu dans la gestion et la désignation des organes dirigeants des établissements financiers relevant du secteur coopératif,
- soit enfin en utilisant des institutions *ad hoc* à statut spécial.

Ce dernier cas est illustré par l'exemple français de la *Caisse des Dépôts et Consignations*.



Créé en 1816, cet illustre établissement a pour objet d'origine de recevoir les fonds "consignés" dans le cadre de certaines procédures. Cet objet s'est progressivement élargi et enrichi au cours du XIX<sup>ème</sup> Siècle et comprend aujourd'hui plusieurs missions qui l'amènent à brasser des volumes considérables de capitaux.

En particulier, la Caisse des Dépôts et Consignations gère les fonds provenant de certains livrets de Caisse d'Epargne (et joue en quelque sorte le rôle d'organisme fédérateur du réseau des Caisses d'Epargne) en ayant pour mission de les orienter vers des investissements à finalité collective ou sociale telles que:

- prêts aux Collectivités Locales, à travers la *Caisse d'Aide aux Collectivités Locales* (CAECL)<sup>31</sup>;
- financement de l'habitat social.

De simple prêteur, la Caisse des Dépôts et Consignations s'est progressivement muée en intervenant à part entière dans les secteurs concernés. C'est ainsi que la Caisse des Dépôts exerce une activité:

- d'*aménageur*, à travers sa participation à de nombreuses sociétés d'économie mixte, aux côtés de collectivités locales et du secteur privé;
- de *promoteur immobilier*, à travers le groupe *G-SCIC*;
- de bureau d'études, à travers des filiales telles que *SCIC-AMO*, *SCET*, *SCETAUROUTE*;

<sup>31</sup> devenue depuis le *Crédit Local de France* qui est en cours de privatisation partielle



- etc...

de sorte qu'on a pu décrire la Caisse des Dépôts et Consignations comme "la banque d'affaires du secteur public et para-public".

Depuis longtemps, la Caisse des Dépôts et Consignations s'est intéressée au secteur du tourisme, et pas seulement à travers des activités d'aménagement ou de promotion immobilière.

Créée au départ à l'initiative des mouvements familiaux d'inspiration chrétienne, l'organisation *Villages Vacances Familles* (VVF) a d'emblée recherché le partenariat avec les Collectivités Locales pour l'édification de ses centres, ainsi que des sources de financement peu onéreuses et stables. C'est donc tout naturellement en quelque sorte qu'elle est entrée dans l'orbite de la Caisse des Dépôts et Consignations qui lui apporte un soutien financier et un appui technique (notamment à travers ses bureaux d'études).

Même si chaque centre ressort d'un montage financier spécifique, il apparaît que le montage-type fait appel au schéma suivant:

- la Collectivité Locale fournit le terrain et joue soit directement, soit indirectement, à travers une association *ad hoc* ou à travers sa Société d'Economie Mixte<sup>32</sup> ou son Office d'HLM (Habitat social), le rôle de Maître d'Ouvrage;
- la Caisse des Dépôts finance par des prêts à conditions préférentielles la réalisation de l'équipement, prêts pour lesquels la Collectivité Locale est soit l'emprunteur (Maîtrise d'Ouvrage directe) soit le gérant.
- les bureaux d'études du Groupe Caisse des Dépôts interviennent dans la définition des normes techniques, la Maîtrise d'Œuvre, la conduite des projets.

Le rôle de VVF dans ce type de montage est donc, qu'il en ait été l'initiateur ou qu'il ait été appelé par la Collectivité Locale, essentiellement celui d'opérateur, c'est-à-dire d'exploitant, sans nécessairement être intervenu en tant qu'investisseur<sup>33</sup>.

Ce type de montage, auquel la Caisse des Dépôts est parfaitement rodée, exploite à fond les synergies entre les différents volets de son activité:

- véhicule de financements à conditions privilégiées,
- conseiller influent des Collectivités Locales,
- et enfin holding de tête d'un groupe intégré comprenant aussi bien des bureaux d'études que des opérateurs de prestations touristiques.

Il démontre également par quel type de mécanismes le Tourisme Social peut avoir un impact positif sur le développement local et le partenariat avec les Collectivités.

---

<sup>32</sup> rappelons que la Caisse des Dépôts est actionnaire et parfois opérateur d'un grand nombre de ces Sociétés d'Economie Mixte d'Aménagement créées par les Collectivités Locales (Départements ou Communes)

<sup>33</sup> en définitive le risque financier repose le plus souvent sur la Collectivité à qui on a demandé de garantir les emprunts, c'est à dire en dernier ressort sur le contribuable local. Ce système original permet de résoudre un des problèmes permanents des institutions associatives qui est le manque de garanties financières.

Il est à noter que la Caisse des Dépôts se limite par son action dans le secteur touristique aux seuls aspects classés dans le Tourisme Social.

A travers sa participation financière dans des groupes tels que Accor, Club Méditerranée, dans lesquels elle joue semble-t-il un certain rôle d'orientation stratégique, la Caisse des Dépôts et Consignations est devenue un des pôles majeurs de l'industrie touristique dans son ensemble. Un tel développement tend en premier lieu à abolir de fait les frontières entre Tourisme Social et tourisme en général (qui deviennent les deux volets d'une stratégie industrielle intégrée dans le secteur du tourisme).

Au-delà du secteur du Tourisme, il tend à abolir les frontières des missions de service public qui sont à l'origine de la spécificité de l'établissement et le champ d'action d'un conglomérat capitaliste classique, et illustre donc l'efficacité du concept d'*économie mixte*.

C'est encore en France qu'on trouvera un autre exemple d'intervention de la puissance publique par l'entremise d'un organisme financier para-étatique original. Il s'agit du système du *Chèque-Vacances*.

Inspiré par l'expérience de la *Caisse Suisse de Voyages*, le système français a été créé en 1982.

Présenté comme un système d'aide à la personne, il s'agit en fait d'un système d'épargne géré par un Etablissement Public Industriel et Commercial (c'est-à-dire une institution de droit public fonctionnant selon les règles du secteur marchand), l'*Agence Nationale pour les Chèques Vacances* (ANCV).

L'ANCV émet des "chèques" qui sont en fait des bons d'achat utilisables auprès d'établissements adhérents pour le règlement de prestations touristiques, de voyages ou de loisirs, qu'elles soient fournies par le secteur du Tourisme Social ou par le secteur marchand. Le système se distingue de systèmes d'épargne similaires existant ou ayant existé, notamment en Allemagne (*Deutsche Feriengemeinschaft* -DFG) ou au Royaume-Uni (*Saving stamps*), en ce sens que le financement de l'épargne transformable en chèques-vacances est assuré partiellement par les employeurs et éventuellement par les *Comités d'Entreprise*, les uns et les autres adhérant sur une base de volontariat.

Il revient donc à abaisser par l'effet de levier de ces participations le coût apparent des prestations touristiques pour leur bénéficiaire. Les produits financiers générés par le décalage entre la date de versement et la date d'utilisation ne bénéficient cependant pas aux souscripteurs: ils sont utilisés par l'ANCV en vue de l'aide au financement de certains investissements du secteur associatif,<sup>34</sup> dans le cadre des dispositions statutaires qui régissent l'ANCV. Cette particularité conduit donc à classer l'ANCV dans la catégorie des *établissements financiers* plutôt que dans celle des organismes de distribution d'aides à la personne comme on le fait souvent.

---

<sup>34</sup> un peu comme dans le système du *Ferie Fond* danois.

Il s'agit là d'exemples qui illustrent la difficulté qu'il y a à tracer les limites de l'intervention des Pouvoirs Publics, dès lors qu'ils sortent du schéma classique de subventions budgétaires clairement identifiées versées à des organismes répondant à des critères objectifs facilement contrôlables.

### **1.5.7 Création de structures administratives spécifiques**

Afin de coordonner les diverses interventions publiques dans le domaine du Tourisme Social, certains Etats ont créé des structures administratives spécifiques, placées dans certains pays au sein des Ministères chargés du Tourisme, dans d'autres au sein du (ou d'un des) Ministère (s) chargé (s) des Affaires Sociales<sup>35</sup>.

D'autres Etats en revanche, soit parce qu'ils n'ont pas tendance à créer des structures "horizontales" dans leurs administrations, soit parce qu'ils souhaitent garder une ligne "non interventionniste" en la matière, soit enfin parce qu'ils ne reconnaissent pas le "Tourisme Social" comme un concept autonome, n'ont pas jugé utile ou opportun de mettre en place de telles structures.

Voyons brièvement quelle est la situation pays par pays:

Allemagne	pas de service spécialisé
Belgique	les Commissariats Généraux au Tourisme des <i>Communautés</i> sont compétents pour le Tourisme Social
Danemark	pas de service spécialisé
Espagne	service spécialisé au sein du Secrétariat Général au Tourisme
France	Bureau de Tourisme Associatif au sein de la Direction de l'Industrie Touristique

<sup>35</sup> il s'agit bien de structures internes aux administrations centrales (et donc avec une mission de coordination, de réglementation, d'orientation) et non pas de structures opérationnelles telles que l'INATEL au Portugal (qui fournissent des prestations touristiques).

Grèce	Bureau chargé du Tourisme Social au sein de l'Office National du Tourisme
Irlande	pas de service spécialisé
Italie	pas de service spécialisé
Luxembourg	pas de service spécialisé
Pays-Bas	pas de service spécialisé
Portugal	Service assurant la tutelle de l'INATEL au Ministère chargé des Affaires Sociales
Royaume-Uni	pas de service spécialisé

## **1.6 LES GRANDES CATEGORIES D'ORGANISMES DE TOURISME SOCIAL**

### **1.6.1 Critère du statut**

L'application du critère du statut permet d'abord de classer les organismes selon qu'ils sont de statut public ou de statut privé.

En réalité, aujourd'hui seul l'INATEL au Portugal relève d'un statut d'Etablissement Public, cas unique en Europe. C'est donc essentiellement entre les différentes catégories de statuts de **droit privé** que se partagent les organisations de Tourisme Social.

☛ Il faut cependant émettre deux réserves à ce sujet:

- la première porte sur la pratique observée dans certains pays où les Pouvoirs Publics (nationaux ou locaux) n'hésitent pas à recourir à des structures de type associatif (donc de droit privé) mais créées à leur initiative et contrôlées par eux, pour prolonger leur action;
- la seconde porte sur le caractère privé d'organismes institués et/ou rendus obligatoires par des textes législatifs: même s'ils sont soumis pour leurs relations avec les tiers aux règles de droit privé, de tels organismes (*Comités d'Entreprise* par exemple) relèvent bien de l'**initiative publique** pour leur création, et de règles édictées par l'autorité publique pour leur mode de fonctionnement et leur objet.

On est donc amené à proposer de retenir les catégories suivantes:

### **Les associations sans but lucratif**

Cette formule existe sous des formes diverses dans tous les pays.

Elle représente, lorsqu'il s'agit de véritables associations librement constituées, la forme la plus "pure" de l'initiative privée, en réunissant des personnes désireuses de mettre en commun leurs énergies en vue de la réalisation:

- d'un objectif qui leur est commun (associations de services à leurs membres),
- d'un objectif altruiste (associations d'aide à des causes bien définies)
- ou d'un objectif d'intérêt général.

- Le caractère “non lucratif” du statut associatif n'entraîne pas l'interdiction de réaliser des bénéfices mais seulement celle de partager ceux-ci entre les membres (les bénéfices devront obligatoirement être réutilisés en vue de la réalisation de l'objet ou, à défaut, gardés en réserve). Dans la plupart des pays il n'entraîne pas non plus celle d'effectuer des opérations à caractère “commercial”, comme des prestations rémunérées, et dans ce cas, il ne fait pas échapper l'association à la fiscalisation de ses profits. Dans certains pays au contraire, ce statut interdit la réalisation d'opérations présentant un caractère commercial, ce qui peut limiter l'usage de cette formule pour exploiter des installations ou des services de Tourisme Social.

### **Les organismes à caractère coopératif**

Qu'il s'agisse de *coopératives* ou de *mutuelles*, ces organismes ont en vue la réalisation au profit de leurs membres d'un objet à caractère économique<sup>36</sup>: coopératives de producteurs, coopératives d'achat, mutuelles d'assurances, etc.... Généralement, l'adhésion à de tels organismes est conditionnée par un critère d'appartenance à une profession (mutuelles de Fonctionnaires ou d'Agriculteurs par exemple).

### **Les syndicats**

Nés d'abord au XIX<sup>ème</sup> Siècle comme modes privilégiés d'organisation de la classe ouvrière, il s'agit d'organismes ayant pour vocation la défense des intérêts professionnels des salariés d'une entreprise ou d'une branche. Les syndicats se regroupent en *Fédérations* (par grands secteurs économiques: métallurgie, industries électriques, secteur public, etc.), elles-mêmes regroupées en *Confédérations*. Alors que dans certains pays, les syndicats ont pu maintenir l'unité du mouvement syndical, en intériorisant leurs divergences éventuelles au sein d'une Confédération unique (*Trade Union Congress* britannique par exemple), dans d'autres pays les syndicats se sont regroupés en Confédérations rivales, parfois selon des clivages politiques (cas de la France par exemple), certaines fédérations parmi les plus importantes (comme la Fédération de l'Education Nationale en France) étant même restées à l'écart de toute *Confédération*.

### **Les organismes à gestion paritaire<sup>37</sup>**

Il s'agit d'organismes de statuts très divers (Comité d'Entreprise en France, Organisation des Foyers de Travailleurs en Grèce, etc.) qui à l'échelle d'une entreprise, d'une branche industrielle, d'une région, ou du pays tout entier, sont chargés de gérer des fonds provenant généralement de cotisations obligatoires et dont les organes dirigeants comprennent des représentants des travailleurs (généralement désignés avec intervention des organisations syndicales), des employeurs, et parfois de l'Etat.

Ces quatre catégories:

- associations

<sup>36</sup> à la différence donc des associations pour lesquelles la finalité économique ne peut être que subsidiaire à la réalisation d'un objet principal qui doit être récréatif, philanthropique, éducatif, etc.

<sup>37</sup> nous avons vu un premier exemple du système “paritaire” avec le BIT dans un chapitre précédent.

- organismes coopératifs
- syndicats
- organismes paritaires

recouvrent à notre avis toute la totalité des formules ressortant du droit privé existant dans les douze pays de la Communauté pour les organismes de Tourisme Social.

Là où la situation se complique c'est qu'il existe de nombreux liens entre ces diverses formules, de sorte que le statut juridique n'est peut-être pas à lui seul un critère de classement complètement pertinent.

On va trouver en effet:

- des organismes à statut associatif qui sont en fait l'émanation d'un syndicat (quand ce n'est pas purement et simplement des Pouvoirs Publics comme on l'a vu plus haut);
- des organismes de type coopératif qui sont contrôlés par des organisations syndicales;
- des organismes à gestion paritaire qui confient des prestations à des associations ou à des structures qui sont elles-mêmes l'émanation des syndicats majoritaires dans leurs organes de direction<sup>38</sup>;
- des organismes de type associatif ou mutualiste qui sont à l'origine de la création de structures ayant le statut de sociétés commerciales afin d'intervenir plus commodément en concurrence avec le secteur "marchand".

L'ensemble de ces phénomènes complexes, et dont l'ampleur est très grande dans certains pays de la communauté (où les Mutuelles d'Assurances, les établissements de Crédit à caractère coopératif ou mutualiste, ou encore les Caisses de retraite se situent aux tous premiers rangs des grands holdings financiers nationaux ou même internationaux) est connu sous le nom d'*Economie Sociale*.

### **1.6.2 Critère du type d'activité**

On peut considérer que les organismes intervenant dans le Tourisme Social au sens large (les *acteurs* du Tourisme Social) se classent en deux grandes catégories:

---

<sup>38</sup> cf à ce sujet les problèmes actuels pour le contrôle du CE de la RATP (transports urbains de la Région Parisienne), et à travers celui-ci, celui des contrats passés par ce CE à des prestataires de services contrôlés par un syndicat

- ceux qui ne fournissent pas de prestations touristiques
- ceux qui fournissent des prestations touristiques.

Ressortent de la première catégorie par exemple:

- les fédérations nationales regroupant des organismes de Tourisme Social, et ayant pour objectif l'échange d'informations entre leurs membres et la promotion de leurs intérêts communs.
- les organismes dont l'activité exclusive est de gestion de régimes de prélèvements obligatoires, de délégations budgétaires, ou de fonds d'entraide.
- ceux qui ont pour vocation de représenter des travailleurs dans les organes de direction des organismes fournissant des prestations touristiques.

Ressortent de la deuxième catégorie :

- les organismes exploitant des installations touristiques (dont ils sont propriétaires ou non).
- les organismes commercialisant des produits touristiques (élaborés par eux-mêmes ou non).
- les organismes gérant des services divers d'entraide à l'occasion d'activités touristiques (programmes d'assistance routière des Automobile Clubs par exemple).

Ce critère, pris isolément, n'est pas non plus pertinent, car à travers l'Europe, des organismes qui n'ont pas pour vocation première, en principe, d'être des fournisseurs de prestations touristiques, comme les syndicats (notamment en Allemagne) ou les Caisses d'Allocations Familiales (notamment en France) figurent en bonne place dans ce secteur.

Devant l'échec de la tentative de classification par statut juridique ou par type d'activité, et le manque de pertinence probable de tout autre mode de classement systématique (par date de création, par nombre d'adhérents, etc.) force est de constater la grande diversité des organismes existants en Europe, elle-même liée à la diversité des contextes juridiques et économiques entre les Etats.

Cette tentative n'est cependant pas sans objet car, comme nous l'avons annoncé au § 1.4, l'existence d'une avancée importante du secteur marchand dans certains des créneaux qu'on croyait spécifiques au Tourisme Social conduit à s'interroger sérieusement sur la question.



## 1.7 LES EMPIETEMENTS DU SECTEUR MARCHAND

L'une des plus grandes réussites contemporaines du secteur marchand en matière touristique est née tout d'abord sous la forme associative.

Au début des années 50, alors que les grands organismes du Tourisme Social en étaient pour la plupart à leur début, une organisation répondant au nom de *Club Méditerranée* ouvre son premier village à ses adhérents. Quels sont les ingrédients de la formule ?

Tout d'abord, et cela restera vrai au moins les dix à quinze premières années, des prix très attractifs, basés sur la **frugalité** des installations et des prestations (et sur la rigueur de gestion). Le premier coup de génie des promoteurs du *Club Med* a été de comprendre qu'il existait un secteur de clientèle pour lequel l'important était de **partir** loin, et pour qui les satisfactions ostentatoires étaient secondaires par rapport aux plaisirs du dépaysement, de l'eau et du soleil.

Deuxième composante fondamentale: l'**animation**, deuxième coup de génie<sup>39</sup>: la plupart des gens s'ennuient en vacances, et la pratique d'activités sportives ou ludiques nécessite la présence d'un encadrement efficace.

Troisième intuition : l'absence de contraintes et le brassage social. Le vêtement minimum pour tous (et, par voie de conséquence, à l'époque l'abolition de l'usage de l'argent à l'intérieur des villages<sup>40</sup>) crée un climat détendu et égalitaire, propice aux rencontres, ce qu'on n'appelait pas encore la **convivialité** <sup>41</sup>.

Quatrième intuition: le recrutement d'animateurs (les célèbres *G.O.*) motivés par les trois premiers ingrédients, ce qui permettait d'exercer une pression forte sur les rémunérations.

C'est ainsi que la formule initiale du *Club Med* <sup>42</sup> récupère délibérément certains des éléments clefs du Tourisme Social (encore naissant):

<sup>39</sup> mais en était-ce vraiment un puisque les promoteurs du Tourisme Social l'avaient, eux, déjà découvert plus de quinze ans avant, à l'époque de Léo Lagrange?

<sup>40</sup> faute de poches pour mettre l'argent, sans doute?

<sup>41</sup> le premier emploi attesté de ce vocable dans un ouvrage "grand public" semble devoir être attribué à Ivan Illitch, le "gourou" de Cuernavaca, un peu oublié actuellement, mais qui a su donner une expression conceptuelle à la sensibilité de l'époque "post-68"

<sup>42</sup> on peut noter que si l'évolution vers la forme abrégée *Club Med* est surtout destinée à rendre la chose prononçable à un public non-francophone, pour les clients les plus habitués ou voulant paraître tels (les *G.M.*), c'est tout simplement "*Le Club*".

- prix bas obtenus par la renonciation au caractère ostentatoire et par l'emploi de personnel peu coûteux (bénévole dans le cas du Tourisme Social, sous-payé dans le cas du Club Med);
- appel à des valeurs de liberté et de convivialité qu'on met en pratique comme des valeurs de rupture avec l'univers du quotidien.

Certes, par la suite le *Club Med* évolue, met en place une structure de société commerciale (agissant en qualité de prestataire de services pour l'association) qui permet une gestion "capitaliste" des profits, et donc le renforcement des fonds propres avec l'entrée d'investisseurs à large surface financière (le groupe Rothschild dans un premier temps, puis la Caisse des Dépôts et Consignations, et tout dernièrement l'American Express).

Certes le *Club Med* "monte en gamme" pour cibler délibérément dans les années 80 vers une clientèle *Yuppie*<sup>43</sup> à revenus élevés, bien intégrée socialement, mais restant attachée à des valeurs ludiques<sup>44</sup> et conviviales, mais récupérées, aseptisées et "relookées". Ainsi la boucle est bouclée, une institution qui avait démarré dans un décor plutôt "boy-scout"<sup>45</sup>, a rejoint au bout de quarante ans l'*establishment* capitaliste le plus huppé.

Cette évolution aurait donc complètement divergé d'avec le Tourisme Social ? Voire.

En effet le *Club Méditerranée* a contribué, et pas dans une mesure mineure, à catalyser les attentes d'une catégorie importante de la clientèle, souvent exclue des mécanismes du Tourisme Social, soit par des critères de plafond de revenus, soit parce que ne possédant pas les statuts lui en ouvrant les portes (travailleurs indépendants par exemple), mais pas assez fortunée pour accéder aux produits du tourisme "classique". En même temps le succès du *Club Med* a ouvert la voie à de nombreux imitateurs utilisant des ingrédients à peu près similaires (prestations économiques + animation), en bénéficiant à plein de la baisse du coût des transports aériens et des bas salaires pratiqués dans les pays du Sud et de l'Est méditerranéen, voire Africains ou Asiatiques (ainsi que l'image socialement valorisante qui reste encore attachée aux voyages lointains<sup>46</sup>).

Plus gravement peut-être, en récupérant, pour les exploiter commercialement, des valeurs qui étaient à l'origine de la démarche du Tourisme Social, les entreprises du secteur marchand qui ont emboîté le pas au *Club Med* font maintenant concurrence au Tourisme Social sur un terrain où il se croyait solidement installé en situation de monopole.

<sup>43</sup> de Y.U.P.: *Young Urban Professional*; très à la mode dans les années 80, un peu moins depuis que quelques belles maisons de titres New-Yorkaises sont tombées et que Tom Wolfe a raconté leurs malheurs dans *Le Bûcher des Vanités*

<sup>44</sup> et même passablement hédonistes si on se réfère aux toutes dernières campagnes publicitaires du *Club*

<sup>45</sup> pour le décor seulement, avec tous ses ingrédients ludiques, jusque et y compris les veillées feux de camp, etc, mais sans la dimension altruiste et d'autodiscipline inhérente au vrai scoutisme

<sup>46</sup> ces phénomènes restent toutefois particulièrement sujets à des effets de mode, qui varient selon les milieux. Il est par exemple des couches fortunées de la bourgeoisie parisienne où il est plus valorisant de passer ses vacances à Cabourg (170 km) qu'à Pattaya (10.800 km).

Le Club Méditerranée et ses épigones ne sont pas les seules organisations du secteur marchand à avoir contribué à la banalisation des concepts du Tourisme Social.

Il faut en effet considérer deux phénomènes complémentaires d'une ampleur bien plus grande encore:

- en premier lieu le développement, tout d'abord en Europe du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni), puis depuis quelques années en France, et maintenant en Italie et Espagne, de puissants tour operators privés, spécialisés dans le tourisme de masse. Jouant à plein la concurrence farouche entre transporteurs aériens et entre hôteliers, ils sont à même d'offrir des forfaits de prestations à des tarifs largement concurrentiels à ceux du Tourisme Social, à conditions de confort équivalentes ou même supérieures.
- en second lieu, certains organismes relevant de la notion de Tourisme Social, et qui ne sont pas producteurs directs de prestations touristiques, trouvent avantage à recourir au secteur marchand pour fournir les produits touristiques qu'ils diffusent auprès de leurs adhérents. Dès lors que le jeu complexe des synergies entre les divers intervenants du système de l'*Economie Sociale* se relâche un peu, un tel phénomène est inévitable, pour peu que le secteur marchand offre des produits compétitifs avec ceux du Tourisme Social.

Tous ces empiétements du secteur marchand (quand ils ne relèvent pas de la récupération des valeurs signalée plus haut) reposent donc finalement sur sa capacité à regagner le différentiel de compétitivité qui était à l'origine en faveur du Tourisme Social.

Sur quoi était basée la compétitivité économique du Tourisme Social, et par quel mécanisme s'est-elle érodée?

On identifiera principalement trois mécanismes:

- le caractère frugal des prestations
- l'abaissement du coût apparent par des subventions (provenant du budget de l'Etat ou de mécanismes de transferts sociaux)
- l'abaissement du coût des prestations et de leur commercialisation par le recours au bénévolat.

C'est essentiellement par :

- la délocalisation des prestations dans des pays bénéficiant à la fois de coûts faibles et de conditions climatiques attrayantes (au moins sur catalogue<sup>47</sup>) ;
- la compression des frais généraux par une gestion rigoureuse tirant parti au maximum des économies d'échelle.

Le critère de gestion prend un relief particulier quand on note que dans plusieurs pays d'Europe les grandes organisations de Tourisme Social, comme les autorités concernées, ont mis l'accent sur la nécessaire professionnalisation des agents du Tourisme Social, semblant indiquer par là que, quel que soit le dévouement des bénévoles, les lacunes de leur formation aux techniques de la gestion touristique moderne pouvaient engendrer des coûts supérieurs à l'économie réalisée par le fait qu'ils n'étaient pas rémunérés. Il n'y a pas d'éléments chiffrés disponibles ou communiqués par les organismes consultés<sup>48</sup> qui permettent de vérifier ce qui est cependant plus une déduction qu'une intuition.

Quoiqu'il en soit, à la différence du Tourisme Social qui a contribué souvent à ouvrir à la fréquentation touristique des régions de la Communauté Européenne jusque là délaissées, le secteur marchand tend à favoriser la délocalisation des produits touristiques, soit vers des destinations littorales déjà surexploitées, soit vers des destinations extra communautaires.

C'est pourquoi, on peut considérer que les empiétements du secteur marchand sur ce qui était la clientèle du Tourisme Social ne menace pas que les organismes de Tourisme Social prestataires de services touristiques: ils menacent également l'équilibre géographique des activités touristiques dans la Communauté et ce, au détriment précisément, des régions nécessitant le plus d'efforts de développement touristique.

---

<sup>47</sup> les moustiques sont trop petits pour être visibles sur les photos des catalogues

<sup>48</sup> voir réponses au questionnaire

## **CHAPITRE 2**

### **CONTENU PRATIQUE DE LA NOTION DU TOURISME SOCIAL**



## **2.1 LES ESSAIS DE DEFINITION GENERALE**

Devant la diversité qui semble prévaloir dans les approches et les contenus, quelles sont les chances de formuler une définition pertinente, qui puisse à la fois englober toutes les composantes, sans en devenir pour autant une formulation vague et vide de sens?

Deux organismes s'y sont essayés<sup>49</sup>:

Pour le *Bureau International du Tourisme Social* (BITS), le Tourisme Social serait:

*l'ensemble des rapports et phénomènes résultant de la participation au tourisme des couches sociales à revenu modeste, participation qui est rendue possible ou facilitée par des mesures d'un caractère social bien défini.*

Cette définition est de prime abord assez curieuse, voire déroutante:

- d'une part, en raison de son caractère passif: faire appel à une notion de phénomène, c'est-à-dire à un concept qui relève de l'épistémologie des sciences expérimentales, c'est adopter une position en retrait par rapport au champ observé. En tout cas **ce n'est pas se penser en tant qu'acteur du système**: penser le Tourisme Social en tant qu'objet d'une démarche expérimentale, ce n'est certainement pas le penser **en tant que projet**. Certes, la définition évoque, *in fine*, les "mesures" visant à faire produire ce phénomène, mais dans l'économie du texte, cette mention vient en quelque sorte furtivement, comme si l'on voulait réparer un oubli après coup;
- d'autre part, en raison de son caractère "abstrait" ou dérivé: dire que le Tourisme Social, c'est "l'ensemble des rapports et phénomènes résultant de la participation", c'est évidemment **ne pas dire** que "le Tourisme Social, c'est la participation des couches sociales à revenu modeste aux activités du Tourisme". Le détour syntaxique n'est-il que fortuit?

---

<sup>49</sup> définitions citées l'une et l'autre par l'étude CEE de 1987 sur le tourisme social réalisée par le CECOTOS

Si cette définition laisse une impression d'insatisfaction, voire de malaise, c'est sans doute que dans cette manière de braquer le projecteur un peu à côté de la cible, il doit exister comme la révélation d'un **décalage**.

Pour la *Commission des Communautés Européennes* <sup>50</sup>,

*le Tourisme Social, appelé parfois Tourisme Populaire, est, dans certains pays, organisé par des associations, mutualités, coopératives et syndicats, et est destiné à rendre le voyage effectivement accessible au plus grand nombre et notamment aux couches les plus défavorisées de la population.*

A la lumière de notre analyse de la définition précédente, deux remarques s'imposent:

- la formulation ne répond toujours pas à une structure de type:

$$A = B$$

(le Tourisme Social est...), mais entend (avec une restriction annoncée d'emblée: "dans certains pays") se placer sur un terrain exclusivement opératoire et pragmatique: le Tourisme Social n'est pas défini, il est seulement décrit en tant que pratique (Cette position en retrait, même si elle laisse toujours une certaine insatisfaction, est plus explicable dans le cas de la CEE que dans le cas du BITS).

- elle fait mention, non pas des "couches à revenus modestes", mais "des couches les plus défavorisées". La différence est de taille si on l'analyse à la lumière d'une statistique typique de répartition du revenu dans un pays donné. Prenons comme unité par exemple le salaire minimum en vigueur qu'on appellera  $S_m$ . On constatera par exemple qu'une fraction importante de la population (par exemple 40 à 50%) bénéficie d'un revenu compris entre une fois et deux fois  $S_m$ , et seule une petite minorité (3 à 5% par exemple) dépasse 3 fois  $S_m$ . En revanche, une minorité tout à fait significative (10, 15 ou même 20%) se situe en-dessous de  $S_m$ : on y trouvera par exemple une partie importante des retraités, les jeunes en situation de sans emploi, les chômeurs ne bénéficiant pas des régimes d'aides les plus favorables, les personnes atteintes de maladie de longue durée, les handicapés, les familles les plus nombreuses, les familles monoparentales, les familles de personnes incarcérées, et toute une foule de situations qu'on décrit sous le terme génétique de "cas sociaux".

La notion de "couches sociales à revenu modeste" semble plutôt se référer au noyau de travailleurs appartenant à la première fraction ( $S_m \leq R \leq 2 \cdot S_m$ ), et non pas à la dernière

<sup>50</sup> source: étude de 87



catégorie évoquée, qu'on qualifierait dans le langage des statisticiens de "queue de distribution", et qui, entre les deux textes visés, est décrite de façon plus adéquate par l'expression "couches les plus défavorisées" (la notion statistique de "queue de distribution" s'accordant avec la catégorie syntaxique du "superlatif relatif" utilisé par la formulation de la CEE).

Certains trouveront peut-être oiseuses ces considérations d'analyses de textes. Cependant, elles s'imposent, car nous sommes face à des formulations qui n'ont pas été énoncées à la légère, et qui sont probablement l'une comme l'autre issues de la confrontation des différents projets de textes et de discussions de mise au point, de sorte que chaque mot, avec chaque inflexion du sens, compte.

Indépendamment de la signification autonome de l'une et de l'autre définition, retrouvons-nous dans leur contenu les réalités que nous avons tenté d'appréhender dans le premier Chapitre?

Avant de passer à cette étape de l'analyse, il convient d'examiner d'un peu plus près l'expression elle-même de "Tourisme Social".

## **2.2 LES AMBIGUITES DU TERME "SOCIAL"**

La définition de la Commission met en parallèle l'appellation de *Tourisme Social* et celle de *Tourisme Populaire*.

Pour certains des intervenants du secteur, en revanche, il s'agit de deux notions distinctes qui s'opposent.

Le problème vient en fait de l'ambiguïté qui s'attache au terme *social*.

On peut en effet<sup>51</sup> lui assigner trois niveaux de signification:

- Au premier niveau, celui correspondant au langage courant, il se réfère à l'ensemble des mécanismes et des politiques qui servent à **compenser et à réparer les injustices de la Fortune**. C'est ce sens qu'on va trouver dans des expressions telles que: "aide sociale", "politique sociale", etc. et même tout simplement "sécurité sociale".
- Au deuxième niveau, se produit un glissement sémantique, venant précisément de ce que les systèmes de "sécurité sociale" ont, dans un certain nombre de pays, fait appel à **des mécanismes dont la structure juridique d'appui est le contrat de travail**. C'est ainsi qu'on parle de "relations sociales" (= relations entre employeurs et salariés), de "partenaires sociaux" (= les syndicats et le patronat), de Ministère des Affaires Sociales (= Ministère du Travail), etc. C'est à ce deuxième niveau qu'on commence à voir poindre des intervenants (Syndicats) ou des mécanismes (prélèvements sociaux) dont nous avons vu le rôle en matière de "Tourisme Social".
- Le troisième niveau de signification est celui qui intervient dans l'expression *économie sociale*, c'est-à-dire un secteur économique complexe dont les composantes sont précisément les mutuelles, associations, coopératives, organisations syndicales, visées par la définition de la Commission. Nous avons vu que le critère déterminant d'appartenance à l'*économie sociale* n'est pas l'absence de profit ou de finalité économique. Alors, en dehors de raisons purement circonstanciées, quel est le critère commun aux organisations constituant l'*économie sociale* ? Si on demande aux acteurs eux-mêmes de dire ce qui fait l'originalité de leur démarche, ils répondent: C'est le principe "un homme, une voix". En ce sens, on voit que l'*économie sociale* ne s'oppose pas tant au secteur *marchand* (puisque les entreprises qui relèvent de l'économie sociale pratiquent pour certaines

<sup>51</sup> tout du moins au niveau de la fonction qu'il joue dans l'expression "Tourisme Social"

d'entre elles des activités purement "marchandes") mais bien plutôt au secteur *capitaliste*: ce n'est pas en effet la détention du capital (ou d'une fraction plus ou moins grande de celui-ci) qui détermine le pouvoir (ou les relations de pouvoir) dans l'entreprise, c'est la capacité à mobiliser une majorité de votes ou de mandats<sup>52</sup>. Il en découle une conséquence extrêmement importante: les organismes relevant de l'économie sociale, afin d'assurer à leurs organes dirigeants la stabilité indispensable dans l'économie moderne (continuité de gestion, planification stratégique) ont souvent été amenés, soit à se placer sous une influence directrice dominante, soit à organiser un système de filtrage de l'accès aux processus décisionnels <sup>53</sup>, c'est-à-dire *in fine*, à avoir recours à des techniques de concentration et de conservation de pouvoir qui sont de nature *politique*.

Il est donc clair que si, au niveau des motivations telles qu'elles ont été exprimées par les précurseurs, c'est la première signification évoquée pour le mot "social" qui fonde la légitimité du Tourisme Social, la pratique des rapports de force entre les organisations de travailleurs, le patronat et les Pouvoirs Publics, ainsi que la pratique de la vie associative tendent à provoquer un glissement vers le deuxième et le troisième type de contenu.

La définition de la CEE, qui se présente plus comme un constat que comme un énoncé normatif, tend à l'évidence à privilégier le troisième niveau de signification, en avançant en premier lieu le critère du statut juridique des intervenants, probablement parce que sur le plan pratique c'est bien le caractère "non-capitaliste" (et non pas "non-marchand") qui détermine essentiellement la démarche du Tourisme Social.

Quant à la définition du BITS, si elle laisse insatisfait et si elle s'accompagne d'une sorte de distanciation assez incompréhensible de la part d'un organisme qui affiche l'ambition d'être le fédérateur mondial du Tourisme Social, c'est bien sûr parce qu'elle **s'abstient d'être normative** (ce que l'on aurait pourtant attendu d'un tel organisme) mais c'est peut-être aussi parce qu'elle est, à sa manière, à travers le jeu de ses détours sémantiques, **révélatrice** du décalage que nous avons constaté: en effet, à la lumière des analyses qui précèdent, "les rapports et phénomènes résultant de...(etc)" concernent non pas le Tourisme Social en tant qu'activité touristique des couches défavorisées, mais bien plutôt le système d'institutions et de flux économiques qui s'est bâti à partir de cette activité.

---

<sup>52</sup> ce principe ne s'applique pas évidemment aux sociétés de forme commerciale qui sont détenues ou contrôlées par des organisations relevant de l'économie sociale. Mais de telles sociétés sont de simples "outils".

<sup>53</sup> la souplesse qu'autorise le statut associatif dans certains pays permet notamment de mettre en place des dispositifs statutaires de cooptation et d'auto-contrôle qui ne seraient pas nécessairement licites dans une société commerciale.

## **2.3 COMPARATIF SYNOPTIQUE**

On peut donc se demander à ce stade si les différences d'attitudes des Etats à l'égard du *Tourisme Social* ne reflètent pas en réalité des perceptions et politiques différentes vis à vis du phénomène de l'*Economie Sociale* en général.

On peut en effet avancer l'hypothèse que trois types de comportements des Pouvoirs Publics peuvent être rencontrés:

- d'une part les Etats qui jouent un rôle actif dans la promotion de l'*Economie Sociale* et favorisent notamment une complémentarité, voire une synergie ou même une imbrication entre le secteur para-étatique et celui de l'économie sociale, au niveau national et au niveau local;
- en second lieu, les Etats qui estiment que le concept d'*Economie Sociale* est porteur de valeurs qui méritent d'être encouragées, et qui mettent donc en place un cadre législatif propice à son épanouissement mais sans aucunement interférer dans son fonctionnement (autrement que par l'application des règles de droit commun);
- enfin ceux qui, considérant que l'*Economie Sociale* en tant que phénomène sécrété par la société civile, n'a en aucun cas à être favorisé, ni même reconnu en tant que tel par les Pouvoirs Publics, qui s'abstiennent d'intervenir autrement que pour soutenir sélectivement les actions relevant de la finalité des organismes. Une telle approche porte un nom dans la tradition politique: elle s'appelle la *laïcité*.

Nous allons donc, pour avancer dans la vérification de cette hypothèse, récapituler Etat par Etat, sous une forme facilitant la comparaison, les critères clefs de l'intervention des Pouvoirs Publics dans les matières touchant au *Tourisme Social*.

<b>ALLEMAGNE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - au Ministère chargé de l'Economie ( <i>Bundesministerium für Wirtschaft</i> )
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non - sauf peut-être une partie des cotisations syndicales obligatoires, mais aucune donnée
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui - <i>Länder</i>
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui - <i>Länder</i> et communes
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>BELGIQUE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - au niveau des <i>Communautés</i>
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Oui - au sein des Commissariats au Tourisme
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Oui - notamment à travers l'ONVA
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Oui
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - à travers les <i>Communautés</i>
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui - si on considère les <i>Communautés</i> comme des <i>pouvoirs locaux</i>
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Oui - ONVA: <i>Office National des Vacances Annuelles</i>

<b>DANEMARK</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Non
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Oui - Ferie Fond et fonds paritaires privés
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Non- sauf subventions à des associations pour handicapés
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Non
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>ESPAGNE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Oui - dépendant du Secrétariat Général au Tourisme
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non - organisme transféré aux Autonomías

<b>FRANCE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - Ministère ou Secrétariat d'Etat (changements fréquents)
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Oui
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Oui - Comités d'Entreprise, Caisse d'Allocations Familiales
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - en voie de diminution
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Oui - Organismes financiers

<b>GRECE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - Office National Hellenique du Tourisme
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Oui - à l'Office
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Oui - à travers <i>Ergati Hestia</i> (Foyer des Travailleurs)
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - Ministère de la Jeunesse et Office du Tourisme
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> pas de renseignements
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> pas de renseignements
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>IRLANDE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - Office du Tourisme
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i>  Oui - aides sélectives à certaines actions à caractère philanthropique
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> pas de renseignements
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> pas de renseignements
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>ITALIE</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non - ENAL n'existe plus



<b>LUXEMBOURG</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - à travers les aides au Tourisme (pas de régime particulier)
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> pas de renseignements
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui - campings municipaux
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>PAYS-BAS</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - Service du Ministère de l'Economie
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - subvention sélective à des actions à caractère philanthropique
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> pas de renseignements
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Non

<b>PORTUGAL</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Oui
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui - Direction Générale du Tourisme
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Oui - ne dépend pas de la DGT
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - à travers INATEL
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> pas de renseignements
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> pas de renseignements
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Oui - INATEL

<b>ROYAUME-UNI</b>
<i>Existence d'un cadre juridique spécifique au Tourisme Social</i> Non
<i>Administration chargée du Tourisme</i> Oui
<i>Service spécialement chargé du Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux explicitement réservés au Tourisme Social</i> Non
<i>Mécanismes de transferts sociaux bénéficiant effectivement au Tourisme Social</i> Non
<i>Interventions budgétaires directes de l'Etat</i> Oui - au profit des associations caritatives
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux inspirées par l'Etat</i> Oui - obligations légales des Communes en matière d'aide sociale
<i>Interventions budgétaires des pouvoirs locaux de leur propre initiative</i> Oui - en général à travers des associations
<i>Interventions d'organismes para-étatiques</i> Oui - Holiday Care Service (rôle d'information et coordination)

## **2.4 TOURISME SOCIAL OU POLITIQUE SOCIALE DU TOURISME ?**

Si on cherche, au vu des analyses et résultats qui précèdent, à mettre sur pied une définition du Tourisme Social dans la Communauté Européenne, il faut d'abord savoir si on souhaite donner à cette définition un caractère normatif ou un caractère descriptif.

Les définitions normatives s'appuient sur le postulat implicite que le Tourisme est une activité valorisante, non seulement agréable pour l'individu, mais contribuant à son épanouissement, à son ouverture d'esprit et à l'élargissement de ses connaissances (découvertes de sites et de peuples) et de son contexte social (rencontres, etc.). Ce postulat ne va pas de soi (on peut aussi défendre l'opinion que l'accès au Tourisme devrait présupposer une attitude d'ouverture d'esprit et un certain niveau de connaissances), mais il était celui des grands précurseurs, du pasteur Blon à Léo Lagrange, et nous proposons de l'accepter tel quel.

Les définitions descriptives vont s'attacher à trouver des formulations dans lesquelles il sera possible de faire entrer toutes les formes existantes de "Tourisme Social" recensées dans la Communauté.

Il semble a priori plus approprié de s'attacher à la recherche d'une définition "normative" pour deux raisons:

- la première est d'ordre pratique: l'intérêt de la Communauté Européenne pour cette activité n'est pas purement théorique; si la Commission a commandité cette étude, c'est pour contribuer à définir l'attitude que la Communauté devrait adopter en la matière (doit-elle s'en occuper, et si oui sous quelle forme, etc.). Une telle démarche suppose à l'évidence un fondement normatif.
- la deuxième est d'ordre épistémologique: une définition purement descriptive est porteuse d'une contradiction interne; en effet, prétendre recouvrir par une définition tout ce qui relève du "Tourisme Social" suppose qu'on soit capable de faire la différence entre ce qui en relève et ce qui n'en relève pas, c'est-à-dire qu'on dispose, explicitement ou implicitement, d'un critère normatif. Il serait évidemment possible de faire le tri sur une base purement subjective, c'est-à-dire en prenant comme critère le fait que telle ou telle organisation se réclame ou ne se réclame pas du Tourisme Social; cette approche, qui est semble-t-il la seule qui permette de résoudre la contradiction inhérente à la démarche "descriptive" a comme inconvénient évident de conduire à écarter des pratiques qui ne se réclameraient pas de la notion de "Tourisme Social" pour toutes sortes de raisons, tout en relevant indéniablement d'objectifs parfaitement similaires à ceux d'autres pratiques qui, elles, s'en réclameraient.

Quoiqu'il en soit, nous sommes en mesure de soumettre à l'examen de la Commission, non pas une, mais cinq propositions de définition du Tourisme Social:

- (a) C'est la participation au Tourisme des couches sociales défavorisées;
- (b) C'est l'ensemble des procédures et mécanismes qui facilitent l'accès au Tourisme des couches sociales défavorisées;
- (c) C'est l'ensemble des activités touristiques réalisées au bénéfice des couches sociales défavorisées, principalement par le secteur non marchand;
- (d) C'est l'ensemble des activités touristiques réalisées par le secteur non marchand, notamment en faveur des couches sociales défavorisées;
- (e) C'est le segment de l'industrie touristique dépendant du secteur non capitaliste (ou secteur de l'"économie sociale").

Ces propositions appellent évidemment quelques remarques de fond et de forme:

- la formulation (a) se veut très basique et factuelle: elle est cependant plus normative que descriptive, bien que ne comportant pas de composante volontariste, car elle définit un objectif plus qu'une réalité; il est à noter que nous avons choisi d'utiliser l'expression de "couches sociales défavorisées": ce n'est pas seulement par recherche de sobriété de l'expression. S'il nous a semblé en effet utile de recourir à une formulation, plus "ciblée" que celle des "couches à revenus modestes", qui nous paraît aujourd'hui recouvrir partiellement des couches sociales ayant couramment accès aux prestations du secteur marchand, il nous a en revanche paru inopportun de recourir au superlatif, car les "couches sociales les plus défavorisées" ont peut-être des besoins sociaux plus pressants et plus prioritaires que le Tourisme;
- la proposition (b) ajoute une dimension volontariste: elle définit le Tourisme Social en tant que projet. Notons que la problématique est complètement inverse de celle de la définition du BITS, puisqu'elle s'attache aux moyens destinés à faire participer les couches défavorisées au Tourisme, et non aux résultats de cette participation. Aussi objectera-t-on que notre proposition de définition ne s'applique pas au Tourisme Social en tant que fait, mais à ce que l'on a appelé la *Politique Sociale du Tourisme*. Et bien soit, si on adoptait (b) comme définition de la Politique Sociale du Tourisme, ce serait déjà une contribution non négligeable à la clarification de ce débat.
- la proposition (c) et la proposition (d) semblent très proches puisqu'elles utilisent quasiment les mêmes mots, mais avec deux problématiques radicalement inverses: pour (c) le critère est le ciblage social, le recours au secteur non marchand étant subsidiaire, c'est-à-dire se situant au niveau des moyens; pour (d) au contraire c'est le

critère "non marchand" qui définit l'appartenance au Tourisme Social (c'est-à-dire le but "non lucratif"), le ciblage social intervenant comme élément de définition du champ d'action<sup>54</sup>.

- de ces deux dernières, la proposition (c) est celle qui nous paraît, non pas la plus commode, la plus pertinente ou la plus générale, mais celle qui serait la plus fidèle à la problématique du Tourisme Social, telle que l'ont imaginée les précurseurs, pour qui, l'économie du système devait reposer:
  - sur un abaissement des coûts provenant du refus de tout caractère ostentatoire, de la localisation des installations dans des régions délaissées par le secteur marchand, de la vocation non lucrative des organismes prestataires de services, du recours au bénévolat;
  - et (à titre accessoire pour certains) d'un abaissement des coûts apparents (c'est-à-dire un abaissement des prix pratiqués) par le respect de critères rendant les "projets" de Tourisme Social éligibles à des financements publics ou des mécanismes de transferts sociaux.
- si on admet l'analyse ci-dessus, la formulation (d) n'est que la constatation d'un glissement de vocation et de finalité provoqué par l'institutionnalisation des organismes de Tourisme Social qui les conduit inévitablement à prendre en compte des considérations d'équilibre financier, de recherche de la pérennité, de professionnalisation de l'encadrement, etc., souvent d'ailleurs poussés dans cette voie par les Pouvoirs Publics qui, à juste titre, subordonnent leur soutien au respect des règles de gestion. On constatera d'ailleurs que, même si la formulation fait appel à un vocabulaire différent, on se situe dans une perspective assez proche de celle de la Communauté Européenne dans sa définition citée plus haut;
- ce processus de glissement va plus loin avec la proposition (e): toute référence aux "couches sociales défavorisées" c'est-à-dire à un des fondements de l'éthique du Tourisme Social, a disparu. Cela ne signifie pas d'ailleurs pour autant que les considérations éthiques soient absentes:
  - \* en premier lieu, l'éthique du Tourisme Social ne se réduit pas à des notions de justice distributive, puisque, même en dehors des valeurs de convivialité qui se sont révélées vulnérables à la récupération par le secteur marchand, on y trouve également des valeurs de solidarité et de promotion des liens d'amitié et d'entraide entre les participants;
  - \* en second lieu, le concept d'"Economie Sociale" lui-même est porteur de valeurs d'égalité et de démocratie qui contribuent à la formation d'une véritable "culture" de l'Economie Sociale.

---

<sup>54</sup> c'est à dire que si on emprunte le langage des mathématiques, les propositions (c) et (d) inversent entre elles la *définition* et les *propriétés*

L'expression (e) est donc un peu brutale en considération de la complexité et de la richesse éthique et culturelle des phénomènes qu'elle décrit, mais il faut la voir comme la transcription, sous une forme concise, et sur le mode "objectif" (c'est-à-dire en adoptant le point de vue d'un observateur extérieur) d'énoncés "subjectifs" (c'est-à-dire reflétant le point de vue d'un acteur du système) émanant de ceux des organismes de Tourisme Social qui sont les plus avancés dans la voie de la spécialisation et de la professionnalisation.

## **CHAPITRE 3**

### **LES ORGANISMES DE TOURISME SOCIAL**





### **3.1 PANORAMA GENERAL**

Les difficultés d'un recensement général sont de deux ordres :

- Il y a bien sûr les difficultés pratiques liées à la recherche des données sur une aire géographique vaste; de toute façon, il ne s'agit pas d'établir un annuaire mais un panorama des différentes typologies représenté par pays.
- Sur le plan méthodologique, c'est précisément l'obstacle signalé en § 2.4 qui s'oppose à ce que faute d'une définition -ou d'un jeu de critères normatifs établis- on puisse décider de ce qui relève du Tourisme Social ou de ce qui n'en relève pas; et si la notion de "labellisation" des organismes et équipements du Tourisme Social apparaît dans les Termes de Référence c'est plutôt pour tenter d'élaborer des grilles de critères objectifs que pour "faire la police" dans la profession.<sup>55</sup>

Nous avons donc recours à une approche "subjective", c'est-à-dire que nous avons inclus dans l'inventaire ci-après des organismes de Tourisme Social (ou intervenant dans le Tourisme Social) qui sont reconnus comme tels par leurs pairs et qui semblent représentatifs de leur catégorie.

La classification est faite par type de statut, à partir des catégories suivantes :

**(a) Fédérations ou regroupements nationaux**

**(b) Etablissements Publics**

(b.1) voués au Tourisme Social

(b.2) ayant une activité de Tourisme Social

**(c) Organismes à statut associatif<sup>56</sup>**

(c.1) voués au Tourisme Social

---

<sup>55</sup> d'autant plus qu'elle semble assez bien la faire elle-même

<sup>56</sup> les organismes confessionnels ne forment pas dans cette classification une catégorie à part, puisqu'ils sont généralement dotés d'une vocation définie qui permet de les ranger dans l'une ou l'autre des rubriques ou à défaut dans la rubrique (c.6).

- (c.2) à orientation sportive
- (c.3) organisations de jeunesse
- (c.4) à vocation philanthropique
- (c.5) sociétés de protection de la nature
- (c.6) autres ou non déterminées
  
- (d) **Organismes à caractère coopératif**
  
- (e) **Syndicats**
  
- (f) **Organismes à gestion paritaire.**

### 3.1.1. Allemagne

#### (a) **Fédérations ou regroupements nationaux**

*Evangelisches Arbeitskreis*: regroupement des associations familiales protestantes

*Katholishes Arbeitskreis*: regroupement des associations familiales catholiques

*Paritätischer Arbeitskreis*: regroupement des associations familiales laïques

#### (b) **Etablissements Publics**

(b.1) voués au Tourisme Social

Aucun répertorié

(b.2) ayant une activité de Tourisme Social

Aucun répertorié

#### (c) **Organismes à statut associatif**

(c.1) voués au Tourisme Social

Une partie des 150 associations familiales membre des fédérations listées en (a)

(c.2) à orientation sportive

*Verband Deutscher Gebirgs und Wandervereine* : association des sports de montagne  
Club Alpin Allemand

(c.3) organisations de jeunesse

Branche "Jeunes" des Fédérations listées en (a)

*Verband Deutscher Schullandheime* : maisons d'enfants à la campagne

*Jugend Ferienwerk* : centre de vacances et/ou TO pour jeunes

*Deutsches Jugendherbergwerk* : auberges de jeunesse

(c.4) à vocation philanthropique

*Freien Wohlfahrtspflege* : association indépendante de bienfaisance

(c.5) sociétés de protection de la nature

*Touristverein der Naturfreunde*

(c.6) autres ou non déterminées

*Freizeitswerk* : TO lié aux syndicats

*ADAC* : Automobile-club d'Allemagne

*ACE* : Automobile-club lié aux syndicats

<p><b>(d) Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Coop Touristik</i> : TO du groupe COOP Mutuelle des Chemins de Fer Mutuelle de la Fonction Publique Fédérale Mutuelle de l'Armée</p>
<p><b>(e) Syndicats</b></p> <p><i>Gewerkschaft der Eisenbahner</i> : syndicat des Chemins de Fer <i>Deutsche Postgewerkschaft</i> : syndicat des PTT</p>
<p><b>(f) Organismes à gestion paritaire</b></p> <p>non identifié</p>

**3.1.2 Belgique**

<p><b>(a) Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(b) Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p>Néant</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p> <p>Commissariats Généraux au Tourisme des <i>Communautés</i> (Française, Flamande, Germanophone)</p>
<p><b>(c) Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p><i>Loisirs et Vacances</i> <i>Vacances et Santé</i> <i>Gezins Vakantie</i> <i>Le Tourisme Populaire</i></p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p>non identifié</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p>Centre Belge du Tourisme des Jeunes <i>Sleepwell</i> Centrale des Auberges de Jeunesse</p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p>non identifié</p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p><i>Les Amis de la Nature</i></p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p><i>Touring Club Royal de Belgique</i></p>
<p><b>(d) Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>INTERSOC</i></p>

<p><b>(e) Syndicats</b></p> <p><i>non identifié</i></p>
<p><b>(f) Organismes à gestion paritaire</b></p> <p><i>Office National des Vacances Annuelles</i></p>

### 3.1.3 Danemark

<p>(a) <b>Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p>(b) <b>Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p> <p>non identifié</p>
<p>(c) <b>Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p><i>Friluftsrådet</i> : Association de Plein Air</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p><i>Danmarks Vandrerhjeun</i> : Auberges de Jeunesse  <i>FIYTO</i> : Fédération internationale dont le siège est au Danemark</p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p><i>Kongskilde Friluftsgård</i> : centre de plein air destiné aux handicapés</p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p>
<p>(d) <b>Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Dansk Folke Ferie</i> : centres de vacances et T.O.</p>
<p>(e) <b>Syndicats</b></p> <p>non répertorié</p>

**(f) Organismes à gestion paritaire**

*Arbejdsmarkedets Ferie Fond* : caisse de congés payés

*Pensionisternes Samvirke* : caisse des retraites

*Ældre På Højskole Udlandet* : 3ème âge



### 3.1.4 Espagne

<p><b>((a) Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(b) Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p><i>Residencias de Tiempo Libre</i> : ancien Etablissement Public d'Etat transféré aux "Autonomies"</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p> <p>non identifié</p>
<p><b>(c) Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p>Association Touristique des Cheminots</p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p>non identifié</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p>Auberges de Jeunesse <i>Turismo, Intercambio y Viajes Educativos</i></p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p><i>Organisaciòn Nacional de Ciegos de España</i> <i>Cruz-Roja Española</i> <i>Caritas</i></p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>non identifié</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p><i>Hermandades del Trabajo</i> : association de compagnonnage</p>
<p><b>(d) Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Libertur</i> : coopérative touristique des syndicats</p>

<b>(e) Syndicats</b> non identifié
<b>(f) Organismes à gestion paritaire</b> <i>Instituto de Services Sociales</i> : programme pour le 3ème âge

### 3.1.5 France

**(a) Fédérations ou regroupements nationaux**

UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme

**(b) Etablissements Publics**

(b.1) voués au Tourisme Social

non identifié

(b.2) ayant une activité de Tourisme Social

non identifié

**(c) Organismes à statut associatif**

(c.1) voués au Tourisme Social

VVF- Villages Vacances Famille

Renouveau

Vacances Promotion

ANCAV

Fédération Léo Lagrange

Fédération Française d'Associations de Loisirs et Vacances et de Tourisme

Vacances Loisirs Famille

Union des Foyers Communautaires de Vacances et Loisirs

Ligue de l'Enseignement - Vacances pour Tous

Association touristique des Cheminots

Fédération Nationale des Maisons Familiales

Fédération des Maisons Familiales de Vacances

Vacances - PTT

AREPOS

(c.2) à orientation sportive

Club Alpin Français

UCPA - Union des Centres de Plein Air

(c.3) organisations de jeunesse

OCCAJ : Organisation de Camps et Activités Jeunesse

OTU - Office du tourisme Universitaire

Fédération Unie des Auberges de Jeunesse

Ligue Française pour les Auberges de Jeunesse

Scouts de France

UCRIF - Union des Centres de Rencontres Internationales

<p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p>non identifié</p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>non identifié</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p>non identifié</p>
<p><b>(d) Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Voyage Conseil</i> : TO du Crédit Agricole Union Nationale des Mutuelles Loisirs-Vacances</p>
<p><b>(e) Syndicats</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(f) Organismes à gestion paritaire</b></p> <p>Comités d'Entreprises Comité des Œuvres Sociales des Administrations Caisse de Retraite des Ouvriers du Bâtiment Diverses Caisses de retraite Caisses d'Allocations Familiales</p>

### **3.1.6 Grèce**

<p><b>(a) Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(b) Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p> <p>non identifié</p>
<p><b>(c) Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p>non identifié</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p>Auberges de Jeunesse</p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p>non identifié</p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>non identifié</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p>non identifié</p>
<p><b>(d) Organismes à caractère coopératif</b></p> <p>Coopératives touristiques rurales</p>
<p><b>(e) Syndicats</b></p> <p>non identifié</p>

**(f) Organismes à gestion paritaire**

*Εργατι Εστια* : Foyer des Travailleurs  
Comité des Œuvres Sociales des Administrations

### 3.1.7 Irlande

<p>(a) <b>Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p>(b) <b>Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p>
<p>(c) <b>Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p>non identifié</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p><i>Boy Scouts of Ireland</i> : camps de jeunes  <i>Guides of Ireland</i> : camps de jeunes filles  <i>Catholic Youth Council</i> : centres d'hébergement de jeunes  <i>Irish Youth Hotel Trust</i> : auberges de jeunesse</p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p><i>Irish Wheelchair Association</i>  <i>Polio Fellowship of Ireland</i></p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>non identifié</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p>non identifié</p>
<p>(d) <b>Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Irish Cooperative Organisation Society</i> : association de coopératives avec un petit département TO</p>

<p><b>(e) Syndicats</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(f) Organismes à gestion paritaire</b></p> <p>non identifié</p>



### 3.1.8 Italie

**(a) Fédérations ou regroupements nationaux**

*Federazione Nazionale Centri Ricreative e d'Assistenza ai Lavoratori* : regroupement national de comités d'entreprises à forme associative non identifiée

**(b) Etablissements Publics**

(b.1) voués au Tourisme Social

non identifié

(b.2) ayant une activité de Tourisme Social

non identifié

**(c) Organismes à statut associatif**

(c.1) voués au Tourisme Social

*Organizzazione Turismo Sociale - OTIS*  
*Centro Turismo Sociale*  
*Ente Turismo Sociale Italiano*

(c.2) à orientation sportive

*Club Alpino Italiano*

(c.3) organisations de jeunesse

*Associazione Italiana Albeghi della Gioventù*  
*Centro Turismo Giovanile*  
*Centro Italiano de Turismo Sociale*  
*Ente Turismo Educativo Culturale*  
*Centro turismo Studentesco Giovanile*

(c.4) à vocation philanthropique

*Turismo Terza Età*  
*Ente Nazionale Democratico di Azione Sociale*

(c.5) sociétés de protection de la nature

non identifié

(c.6) autres ou non déterminées

*Automobile Club d'Italia*  
*Touring Club Italiano*  
*Federazione Italiana de Campeggio e Caravaning*

<b>(d) Organismes à caractère coopératif</b> <i>Cooptur</i> <i>Associazione Nazionale Cooperative Turistiche</i> <i>Cooperativa Assistenza Ricreazione Infanzia</i> <i>Chianciano Springs</i>
<b>(e) Syndicats</b> <i>Ente Turismo Lavoratori Italiani</i>
<b>(f) Organismes à gestion paritaire</b> non identifié

### 3.1.9 Luxembourg

(a) <b>Fédérations ou regroupements nationaux</b>
<b>(b) Etablissements Publics</b> (b.1) voués au Tourisme Social non identifié (b.2) ayant une activité de Tourisme Social
<b>(c) Organismes à statut associatif</b> (c.1) voués au Tourisme Social <i>Association Touristique Ouvrière</i> (c.2) à orientation sportive non identifié (c.3) organisations de jeunesse Centrale des Auberges de Jeunesse (c.4) à vocation philanthropique non identifié (c.5) sociétés de protection de la nature non identifié (c.6) autres ou non déterminées non identifié
(d) <b>Organismes à caractère coopératif</b> non identifié
(e) <b>Syndicats</b> non identifié
(f) <b>Organismes à gestion paritaire</b> non identifié

### 3.1.10 Pays-Bas

<p>(a) <b>Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p>(b) <b>Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p>
<p>(c) <b>Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social <i>Stichting Vakantieverbijven</i> <i>Zon en Orifreid</i></p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p>non identifié</p> <p>(c.3) organisations de jeunesse <i>Nederlands Jeugdherberg Centraale</i> <i>Landelijn Centrum voor Gererormeerd Jeugdweide</i> <i>Stichting jeugdbuitenverbijven</i></p> <p>(c.4) à vocation philanthropique <i>Generale Diakonaale Raad van de Nederlandse Hervormdeak</i> <i>Nationale Stichting Vakantie Voord Ouderen Het Veldkamp : troisième âge</i></p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature <i>Nederlands Instituut Voord Volksantwikkeling en Naturiendenwerk</i></p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p>non identifié</p>
<p>(d) <b>Organismes à caractère coopératif</b></p> <p><i>Recreatiecentra Nederland</i></p>

(e)	<b>Syndicats</b>
Christelijke Nederlandse Vakbonden Federatie Nederlandse Vakbonden	
(f)	<b>Organismes à gestion paritaire</b>
non identifié	

### 3.1.11 Portugal

(a) <b>Fédérations ou regroupements nationaux</b> non identifié
(b) <b>Etablissements Publics</b> (b.1) voués au Tourisme Social <i>INATEL - Instituto Nacional para o Aproveitamento dos Tempos Livres dos Trabalhadores</i> (b.2) ayant une activité de Tourisme Social
(c) <b>Organismes à statut associatif</b> (c.1) voués au Tourisme Social non identifié (c.2) à orientation sportive non identifié (c.3) organisations de jeunesse <i>Associação Crista de Mocidade Movijovem</i> (c.4) à vocation philanthropique <i>Casa Misericordia</i> (c.5) sociétés de protection de la nature non identifié (c.6) autres ou non déterminées non identifié
(d) <b>Organismes à caractère coopératif</b> Turicoop
(e) <b>Syndicats</b> Service "voyages" de l' <i>União Geral dos Trabalhadores</i>

### **3.1.12 Royaume-Uni**

<p><b>(a) Fédérations ou regroupements nationaux</b></p> <p>non identifié</p>
<p><b>(b) Etablissements Publics</b></p> <p>(b.1) voués au Tourisme Social</p> <p><i>Holiday Care Centre</i>: organisme d'information sur les possibilités de vacances pour les handicapés</p> <p>(b.2) ayant une activité de Tourisme Social</p>
<p><b>(c) Organismes à statut associatif</b></p> <p>(c.1) voués au Tourisme Social</p> <p>non identifié</p> <p>(c.2) à orientation sportive</p> <p><i>British Alpine Club</i></p> <p>(c.3) organisations de jeunesse</p> <p><i>Boy Scouts</i>  <i>Children's country Holiday Funds</i>  <i>Youth Hostels Association</i>  <i>Young Men Christian Association</i>  <i>Young Wemen Christian Association</i></p> <p>(c.4) à vocation philanthropique</p> <p><i>Royal National Institute for the Blind</i>  <i>Royal Society for Mentally Handicapped Children and Adults</i>  <i>Royal Association for Disability and Rehabilitation</i></p> <p>(c.5) sociétés de protection de la nature</p> <p>Nombreuses sociétés de protection de la nature offrant des chantiers de plein air ou sorties de week-end</p> <p>(c.6) autres ou non déterminées</p> <p><i>Royal Automobile Club</i> : secours routier</p>

<b>(d) Organismes à caractère coopératif</b> <i>Co-op Travel</i> : agence de voyages et TO du groupe des Coopératives
<b>(e) Syndicats</b> Organisation d'activités de TO au coup par coup
<b>(f) Organismes à gestion paritaire</b> non identifié



### **3.2 APPROFONDISSEMENTS PAR VOIE D'ENQUETE**

Cependant, les indications pouvant être obtenues par le simple recensement sont trop sommaires pour en tirer des conclusions fondées, et nous avons procédé à une consultation par voie de questionnaire auprès d'un échantillon d'organismes.

A la date de cette consultation, le recensement qui précède n'étant pas achevé, l'échantillon interrogé est plus réduit que l'échantillon recensé.

Notre rapport d'avancement de Juin 1991 contient:

- le texte du questionnaire, de la notice explicative et de la lettre d'envoi
- la liste des organismes enquêtés.

Le taux de réponse obtenu des organismes enquêtés est légèrement inférieur à 50 % ce qui peut être considéré comme un taux de réponse relativement élevé.

Un seul refus de réponse a été reçu et la copie de la lettre de refus figure en annexe.

Pour les organismes ayant répondu, on a pu constater que des réponses ont été obtenues de certains des plus importants organismes d'Europe, dans des catégories très différentes de sorte que les résultats, s'ils ne permettent pas d'en tirer des chiffres agrégés, faute d'exhaustivité, sont néanmoins représentatifs des grandes tendances et des grands clivages existant dans le secteur.

Les analyses détaillées du dépouillement des réponses se trouvent en annexe, et on va seulement présenter dans la section suivante les grandes tendances qui se dégagent des résultats.

### **3.3 LES CONSTATATIONS**

#### **3.3.1 Modes d'intervention**

L'identification des modes d'intervention qui avait été établie a priori s'est trouvée validée par le questionnaire:

- Création et exploitation d'équipement touristiques avec ou sans subvention (pour les modalités de subvention par les Etats par des mécanismes divers de transferts sociaux, voir Chapitre 1)
- Exploitation d'équipements touristiques appartenant à des tiers (autres organismes ou collectivités locales, etc.)
- Création et diffusion de produits touristiques spécifiques (activité de *Tour Operator* )
- Commercialisation de produits touristiques élaborés par des tiers
- Gestion de programmes officiels d'aide à la personne.

#### **3.3.2 Produits proposés**

En ce qui concerne les produits proposés (pour les organismes enquêtés qui ont fourni leur brochures ou documentation sur leurs produits) on trouve trois types de produits :

- des produits analogues dans les descriptifs de prestations à ce qu'on peut trouver dans le secteur commercial:

- location familiale para-hôtelière
- séjours-clubs à confort rustique
- séjours-club à confort élevé
- séjours-camping
- séjours hôteliers
- circuits découverte

L'examen du ratio chiffre d'affaires par nombre de nuitées révèle pour beaucoup d'organismes que les produits sont probablement commercialisés en grande partie sous forme de forfaits comprenant le transport, sans que cela soit toujours explicité dans les renseignements fournis.

- des produits n'existant pas dans le secteur marchand:

- séjours avec stages ou ateliers (danse, théâtre, chant, artisanat)
- séjours avec chantiers (découverte de la nature, archéologie)
- séjours avec activités philanthropiques

Cependant ces produits du deuxième type ne semblent pas majoritaires dans la gamme des produits proposés.

- des séjours à thème sportif (voile, ski, équitation, escalade) qu'on trouve aussi dans le secteur marchand, mais avec semble-t-il, de la part surtout des associations spécialisées, un contenu thématique beaucoup plus marqué.

### **3.3.3 Patrimoine**

Le patrimoine des organismes de Tourisme Social comprend deux catégories de biens :

- les services centraux
- les équipements touristiques

Les services centraux sont généralement très modestes, y compris dans des organisation importantes<sup>57</sup>.

Les équipements touristiques sont généralement décrits en détail au niveau des indications physiques, les questions correspondantes ayant généralement été renseignées avec soin.

Il en est de même des projets d'extension de ce patrimoine lorsqu'il en existe.

Par contre les indicateurs financiers sont rarement renseignés sur ce point (budget d'investissement et de maintenance). Lorsqu'on rapproche ces réponses de l'analyse des interventions directes ou indirectes des Pouvoirs Publics, on s'aperçoit en effet que les aides dites "à la pierre" lorsqu'elles existent concernent essentiellement la création d'équipements neufs et sont inopérantes sur les travaux de maintenance ou de renouvellement qui ne sont peut-être pas, de ce fait, effectués.

---

<sup>57</sup> sauf quelques exceptions comme ADAC, l'Automobile Club Allemand dont les installations techniques (systèmes informatiques) sont impressionnantes, sans compter évidemment les moyens d'intervention sur le terrain.

### **3.3.4 Les organismes de Tourisme Social dans l'économie touristique**

A l'analyse des réponses, il apparaît que la *Culture* de l'Economie Sociale est déterminante. Les questions sur le mode de désignation des dirigeants reçoivent dans la majorité des cas la réponse "élections" (mais sans en préciser les modalités).

Les questions concernant la répartition des recettes entre les prestations, cotisations, subventions, etc. reçoivent des réponses dans la majorité des cas (révélant une proportion convenable d'organismes jouant le jeu de la transparence), par contre celles sur les budgets de maintenance ne reçoivent presque jamais de réponses. Cela semble signifier que ce n'est pas par refus de transparence que les organismes ne répondent pas, mais plutôt parce que leur système de gestion ne leur fournit pas cette information de façon individualisée ou commode. Cela signifie à l'évidence que ces organismes sont encore loin d'être gérés comme des entreprises.

Cette constatation est à la fois inquiétante (quant à la capacité du Tourisme Social à maîtriser sa gestion et ses coûts) et rassurante: en effet en un certain sens, surtout au regard des considérations développées au § 2.4, il est plutôt rassurant de constater que les dirigeants du Tourisme Social font preuve d'un comportement qui montre qu'ils sont encore fortement marqués par la *culture* qui a présidé à la fondation des organismes. Sans pouvoir le prouver -car ces choses ne se prouvent pas- on peut en inférer que l'éthique d'origine reste encore bien vivante<sup>58</sup> au moins dans un certain nombre d'organismes.

En ce qui concerne le contenu et la compétitivité des produits par contre, il apparaît que le Tourisme Social ne dispose plus, malgré les subventions et aides dont il bénéficie, malgré les caractéristiques de son équilibre économique, avec le recours au bénévolat, de la marge de compétitivité suffisante par rapport au secteur marchand que sur des produits bien différenciés:

- séjours familiaux en résidence (qui restent très largement plus économiques que le para-hôtelier du secteur marchand)
- séjours à caractéristiques d'hébergement rustiques et minimales
- séjours à thème

Sur les produits plus classiques, la différence avec les *Tour Operators* visant la clientèle de masse n'est pas perceptible. Il n'est pas sûr que d'autre part le Tourisme Social puisse être compétitif avec les formules individuelles de séjours en camping + voyage par la route en famille.

Sur les produits se voulant plus innovateurs, comme les *Eurovillages*, il est difficile de déceler, que ce soit au niveau des prestations, de l'ambiance, du prix et même du mode

---

<sup>58</sup> il ne s'agit pas de dire que l'éthique ne peut pas faire bon ménage avec une saine gestion, bien entendu.

de commercialisation, ce qui les distingue du secteur marchand de l'hôtellerie de chaîne. L'*Eurovillage* de Bruxelles, bénéficiant d'un financement faisant appel à une combinaison de mécanismes privilégiés Français et Belges<sup>59</sup> est une très belle réalisation qui démontre la capacité du Tourisme Social à mettre en place des produits de qualité gérés avec professionnalisme. Il a certes l'avantage de se trouver à quelques centaines de mètres seulement du Bâtiment de la Communauté, mais le caractère "social" de l'opération est moins évident.

---

<sup>59</sup> selon les propos tenus par M. Stélandre, responsable de l'organisation *Eurovillages*, lors d'un entretien accordé aux Consultants à l'*Eurovillage* de Bruxelles.

### **3.4 PRISE EN COMPTE DE LA DEMANDE**

#### **3.4.1. La demande exprimée**

Le dépouillement du questionnaire fait apparaître pour plusieurs organismes dans des pays différents un fléchissement parfois important de l'activité. Ce fléchissement est-il purement circonstanciel (conjoncture économique, problèmes particuliers dans l'organisme etc...) ou est-il révélateur d'une tendance générale?

L'impossibilité de traiter des données agrégées, à cause, comme on l'a mentionné plus haut, d'obstacles techniques tout autant que de la non-existence d'un critère reconnu et homogène<sup>60</sup> définissant l'appartenance au secteur, sans lequel l'agrégation des données est impossible, ne permet pas de répondre avec certitude à cette question. Le fait que, dans l'échantillon enquêté, on trouve également des organismes dont le volume d'activité s'est maintenu ou a augmenté suggère plutôt que c'est la première réponse qui est correcte.

L'approche de la demande par l'analyse de la fréquentation et du succès relatif des produits et des formules ne permet d'appréhender que la demande exprimée, et non pas la demande potentielle dont une partie reste inexprimée sous forme d'attentes. Analyser la demande exprimée, c'est donc en grande partie analyser la réponse du marché aux propositions du secteur.<sup>61</sup> Les indications figurant dans les tableaux de dépouillement des questionnaires, ainsi que les commentaires qui les accompagnent, permettent d'illustrer assez bien ce que consomme effectivement la clientèle du Tourisme Social.

---

<sup>60</sup> en tout état de cause l'agrégation doit se faire au niveau de classes homogènes de prestations: séjours, séjours + voyages, interventions diverses etc.. Il n'y aurait aucun sens par exemple à agréger les chiffres d'affaires réalisés sur des produits de type tour-operator et des interventions de secours routier. Donc tout travail visant à l'obtention de données agrégées passe par la réalisation d'un accord entre les participants sur des définitions normatives et l'établissement de classifications pertinentes, avant même de passer à un recensement des organismes, puis à une recherche des données. Contribuer à cette étape fondamentale de la démarche est certainement l'objectif central auquel s'est attaché la présente étude: c'est à dire en d'autres termes à poser les fondements méthodologiques d'une meilleure connaissance du "phénomène" du tourisme social, d'une part en proposant des définitions et des catégories de classification et d'autre part en testant la pertinence de ces définitions et classifications sur des échantillons (non nécessairement statistiquement représentatifs, mais significativement diversifiés) d'organismes de Tourisme Social.

<sup>61</sup> ce problème n'est certes pas spécifique au Tourisme Social; quel que soit le secteur, les diverses méthodes d'étude de la demande pour une classe de produits peuvent en dernière analyse se résumer aux trois suivantes:

- analyser les consommations effectives de chaque produit et leurs variations en fonction de certains paramètres,
- appliquer aux produits concernés des modèles généraux de comportement,
- pratiquer une approche directe par voie de sondages, enquêtes, panels etc... auprès de la clientèle potentielle.

La prudence commande de ne pas s'en tenir à une seule d'entre elles.

### **3.4.2. Evolution qualitative de la demande**

La demande a profondément évolué depuis la naissance du concept de Tourisme Social. Cette évolution s'est manifestée sur un double plan: celui de la typologie des "consommateurs" de Tourisme Social, et celui de leurs attentes.

#### **Typologie des consommateurs**

Les courants idéologiques et les objectifs philanthropiques dans lesquels le Tourisme Social a trouvé sa source contribuent encore à différencier le consommateur de Tourisme Social du consommateur de prestations touristiques en général:

- familles et classe ouvrière en sont les deux piliers dans les pays où la notion de Tourisme Social est reconnue en tant que telle,
- handicapés, jeunes et troisième âge dans les pays où la pratique du Tourisme Social s'est essentiellement développée autour du service à ces catégories.

C'est dans le premier groupe de pays cependant que les changements les plus significatifs peuvent être constatés chez les consommateurs des prestations du Tourisme Social, du fait de l'évolution économique et sociologique de la classe ouvrière en premier lieu, d'une tendance démographique qui rend les familles nombreuses de plus en plus atypiques ensuite, et d'une distanciation de plus en plus grande des membres de ces deux catégories par rapport aux valeurs dont elles étaient traditionnellement porteuses. C'est sans doute ce dernier aspect qui est à l'origine de l'impact le plus significatif sur les attentes.

En ce qui concerne plus particulièrement la classe ouvrière, celle-ci tend à connaître une segmentation de plus en plus marquée entre les salariés bénéficiant de garanties de stabilité et ceux qui sont condamnés à la précarité. Traditionnellement, et pendant tout le XIX<sup>ème</sup> Siècle, la précarité a été inhérente à la condition ouvrière. Les efforts et les luttes du mouvement ouvrier sont peu à peu arrivés, avec la croissance économique, à conquérir au profit des travailleurs un niveau de sécurité qui était auparavant l'apanage de la bourgeoisie. Les tendances économiques observées au cours de la décennie écoulée n'ont pas été favorables au développement et au maintien de cette sécurité: avec la concurrence de plus en plus âpre que se livrent les nations industrielles et le souci de restauration de la compétitivité, les mouvements de délocalisation de grande ampleur, l'émergence de doctrines économiques défavorables à la notion d'Etat-Providence, les politiques de privatisation des entreprises publiques etc... c'est pour un assez grand nombre de travailleurs le retour à un contexte de précarité qui était inconnu en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Le clivage culturel qui se manifeste entre ceux des travailleurs qui sont affectés de façon concrète par ce développement de la précarité<sup>62</sup> et ceux qui, à tort ou à raison, croient encore participer d'une culture de la sécurité se traduit au niveau du sentiment d'appartenance à une entité sociale (l'entreprise, le syndicat, la classe ouvrière, etc...) qui est une des composantes du recours aux institutions du Tourisme Social: il n'est donc pas étonnant que la première catégorie se détourne de ce type de consommation, tandis que la seconde se rassure de ses inquiétudes en cultivant son sentiment d'appartenance, notamment à travers sa participation aux activités du Tourisme Social<sup>63</sup>.

### Evolution des attentes

L'évolution qualitative des attentes de la clientèle est marquée quant à elle par un double mouvement de différenciation et d'indifférenciation.

La tendance à l'indifférenciation est liée à la distanciation croissante des usagers du Tourisme Social vis à vis des valeurs fondatrices. Certains des aspects traditionnels du Tourisme Social (pratiques collectives, frugalité des prestations, localisations non recherchées par le secteur marchand, éventuellement même pressions idéologiques<sup>64</sup>) sont ressenties de façon croissante de façon négative, ce qu'exprime le terme de *ghetto* qui revient assez souvent dans les débats contemporains sur le sujet. En un mot, beaucoup d'usagers du Tourisme Social veulent bénéficier de prestations comparables qualitativement à celles qu'offre le secteur marchand et ne veulent pas, sous couvert de Tourisme Social, d'un "tourisme de seconde zone". Ces comportements peuvent sans aucun doute être rattachés à l'affaiblissement des sentiments d'appartenance que nous avons signalé plus haut, d'où découle une moindre motivation à accepter tout ce qui est un facteur de différenciation ou de spécificité. S'y ajoutent les effets d'image, liés au caractère ostentatoire de la consommation touristique.

Par contraste, il existe aussi une tendance croissante à la différenciation des attentes, pour un certain segment du marché: c'est celui qui comprend à la fois ceux qui attendent de leur participation aux activités du Tourisme "autre chose" que ce que le secteur marchand peut leur apporter, notamment au niveau de la promotion de valeurs d'entraide, de solidarité et de communauté de buts (sportifs, culturels, artistiques etc...), et ceux qui ont objectivement besoin de prestations différentes pour des raisons strictement techniques, notamment certaines catégories de handicapés, prestations que le secteur marchand peut assez difficilement fournir.

---

<sup>62</sup> ce problème ne touche pas uniquement la classe ouvrière, et est vécu comme un choc culturel autant que comme un choc économique par ceux qui en sont victimes

<sup>63</sup> il n'est cependant pas possible de rattacher à ce type de phénomène les évolutions négatives observées dans certains des organismes de Tourisme Social sans mener une enquête sociologique approfondie au niveau de leur clientèle, ce qui ne fait pas partie du champ de la présente étude

<sup>64</sup> les pratiques de pressions idéologiques, déjà mentionnées au Chapitre 1, ont, rappelons-le, disparu depuis longtemps mais le souvenir est parfois resté



### **3.4.3. Capacités d'adaptation du système à l'évolution des attentes**

Les institutions du Tourisme Social telles qu'elles existent aujourd'hui peuvent-elles répondre à cette évolution de la typologie et des attentes de leur clientèle?

En réalité, elles le font déjà depuis longtemps, notamment en s'adaptant à la tendance à l'indifférenciation, c'est à dire en faisant progressivement disparaître leurs spécificités, mais au risque évident de ne plus se distinguer (autrement que par leur appartenance au secteur de l'économie sociale) de leurs homologues du secteur capitaliste. Ce mouvement peut à terme conduire le Tourisme Social à sa disparition en tant que phénomène autonome non réductible à un segment particulier de l'industrie touristique<sup>65</sup>.

Un autre moyen auquel ont recours certains organismes de Tourisme Social pour épouser cette évolution, c'est tout simplement de se retirer de l'activité de fourniture directe de prestations touristiques pour se concentrer sur la valorisation de leur capacité privilégiée d'accès à certaines catégories de clientèle, et constituer au profit de cette clientèle des sortes de *centrales d'achat*, aptes à négocier les conditions les plus compétitives auprès des prestataires du secteur marchand. Cette approche a permis à certains organismes de diversifier considérablement leur offre, en minimisant leurs besoins d'investissement et leur risque financier, tout en renforçant le professionnalisme des prestations.

Nul doute que ces approches sont de nature à apaiser certaines des inquiétudes qu'on peut nourrir sur la pérennité des institutions du Tourisme Social<sup>66</sup>. Elles ne sont d'aucun secours pour garantir le maintien d'un outil adéquat au service d'une *Politique Sociale du Tourisme*.

---

<sup>65</sup> cf définition (e) *supra*

<sup>66</sup> inquiétudes qui n'ont rien de théorique, puisque quelques uns des organismes les plus anciens et les plus prestigieux (comme le *Touring Club* et *Tourisme et Travail* en France) ont disparu ces dernières années



## **CHAPITRE 4**

### **CONCLUSIONS**



## **CONTEXTE D'ACTION POUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE**

Nous avons proposé au § 2.4 cinq définitions possibles pour le Tourisme Social.

L'enquête auprès des organismes a confirmé que le Tourisme Social est une réalité complexe, et que l'ensemble des pratiques se réclamant de cette appellation, ou reconnues par les acteurs habituels comme en faisant partie<sup>67</sup>, n'est réductible à aucune de ces définitions prise isolément. Chacune de ces définitions constitue donc une voie d'approche vers le "phénomène" du Tourisme Social" ou si on veut, en révèle une des facettes. Parmi ces définitions certaines sont évidemment porteuses d'un contenu critique plus exigeant, et pourraient conduire à faire un tri parmi les pratiques ou organisations éventuellement éligibles à ce que pourrait être une *Politique Sociale du Tourisme*.

La moins "critique" de ces définitions, c'est à dire celle dont l'application normative conduirait à effectuer le tri le moins sévère, c'est évidemment la proposition (e)<sup>68</sup>, qui peut s'appliquer à la totalité des organismes de Tourisme Social produisant des prestations touristiques<sup>69</sup>. Considérer que cette définition décrit entièrement le sujet est pleinement justifié pour quelques organismes qui ne se distinguent que par leur statut et non par leurs pratiques du secteur marchand.

Cependant elle n'épuise pas la réalité pour la plus grande partie du secteur qui reste attachée sinon toujours aux valeurs d'origine, du moins à la culture découlant de ces valeurs.

L'analyse des conditions de la compétitivité des produits montre que le Tourisme Social n'a plus d'avantage compétitif décisif<sup>70</sup> sur le créneau des produits standards destinés à la clientèle des classes moyennes, les économies réalisées à travers le caractère non-lucratif, le recours au bénévolat et la frugalité des prestations se révélant insuffisantes pour compenser les avantages que le secteur marchand tire de sa plus grande productivité et de la délocalisation.

La véritable légitimité du Tourisme Social par rapport au secteur marchand ne se situe pas essentiellement sur le terrain économique, et notre approche de la demande semble

---

<sup>67</sup> ce qui était le critère adopté pour la constitution de l'échantillon enquêté

<sup>68</sup> d'après laquelle rappelons le, le Tourisme Social serait *le segment de l'industrie touristique dépendant du secteur de l'Economie Sociale*.

<sup>69</sup> parmi les acteurs du Tourisme Social, ceux dont le rôle n'est pas de fournir des prestations touristiques ne font pas partie de l'"industrie touristique" et ne relèvent donc pas de cette définition.

<sup>70</sup> autre que celui découlant de l'éligibilité éventuelle à des subventions

confirmer que les attentes de certains des utilisateurs se situent "ailleurs": en d'autres termes s'ils adressent au Tourisme Social c'est pour que celui-ci leur apporte "autre chose". Le Tourisme Social n'assume sa vocation par rapport au secteur marchand que lorsqu'il s'en différencie, et il ne sait s'en différencier que lorsqu'il est fidèle aux principes éthiques qui en sont le fondement:

- donner un contenu "social" authentique à ses interventions;
- cultiver des valeurs non seulement de convivialité, mais surtout de solidarité, d'effort, d'altruisme et d'ouverture, qui ne sont pas récupérables par le secteur marchand.

C'est seulement à ces conditions que l'indispensable rigueur de gestion et la nécessaire professionnalisation de l'encadrement ne seront pas la cause d'un glissement vers "la définition (e)" c'est à dire vers une pratique que plus rien n'empêche de devenir à terme purement marchande.

C'est seulement à ce prix que le Tourisme Social mérite et justifie l'appui financier de la collectivité, ce qu'on a appelé la Politique Sociale du Tourisme, qui correspond assez bien au contenu de la définition (b), c'est à dire la mise en place de mesures favorisant la participation au Tourisme des couches défavorisées.

La Communauté Européenne a-t-elle un rôle à jouer dans cette Politique Sociale du Tourisme?

La réponse est délicate car la diversité des pratiques sociales est telle que l'homogénéité indispensable des interventions communautaires va:

- soit présupposer une harmonisation des systèmes, qui paraît extrêmement complexe à mener, et qui risque de ne pas être souhaitées par les Etats ou certains d'entre eux;
- soit impliquer qu'elles se concentrent sur ce qui fait le dénominateur commun unique des différentes politiques à savoir les actions en faveur des défavorisés.

Ces défavorisés sont aujourd'hui nombreux avec le développement d'une véritable "société à deux vitesses". Les défavorisés ne se trouvent pas aujourd'hui essentiellement chez les travailleurs: ceux-ci ont rejoint dans leur majorité les couches à revenus modestes des classes moyennes.

Les défavorisés les plus nombreux se trouvent:

- chez les personnes chroniquement privées d'emploi, en raison notamment:
  - \* d'un handicap physique, mental ou psychologique

- \* d'une inadaptation psychologique aux tensions quotidiennes générées par une société productiviste et exigeante
  - \* d'une formation insuffisante ou inadaptée aux besoins d'une société technologique
  - \* d'une situation familiale difficile (notamment familles monoparentales et familles "lourdes"<sup>71</sup>)
  - \* de traumatismes affectifs ou psychologiques conjugués avec d'autres causes de difficultés sociales.
- chez les retraités à faibles ressources;
  - chez les jeunes en attente de premier emploi;
  - chez les familles "hors-normes"<sup>72</sup>..

Ce sont ces couches de population qui doivent être les cibles privilégiées du soutien de la collectivité. Ce soutien ne doit pas se borner à encourager leur participation au tourisme en tant que tel, il doit sélectivement contribuer aux actions suivantes:

- apporter aux personnes souffrant d'un handicap les conditions nécessaires pour atténuer les conséquences du handicap (dispositions techniques particulières des locaux, surveillance para-médicale, possibilité pour les personnes handicapées vivant en institution de passer des vacances en compagnie de leur famille).
- apporter aux personnes victimes de différents syndromes d'inadaptation sociale quelle qu'en soit la cause un soutien en vue de leur re-sociabilisation, pour concourir aux objectifs de réinsertion.
- encourager les initiatives visant à faciliter pour les personnes connaissant des difficultés moins graves l'accès à des prestations adaptées à leurs besoins (ou à leurs attentes).

Ces objectifs, s'ils militent en faveur d'une certaine spécialisation des équipements, impliquent également de lutter contre l'"effet de ghetto". C'est en effet de la rupture de l'isolement que dépend en partie le déclenchement des réflexes de re-sociabilisation. A

---

<sup>71</sup> ce terme, dont le choix est à notre avis assez malheureux, est utilisé notamment par les services chargés du **logement social**, pour désigner des familles nombreuses à faible revenu dont les membres sont frappés de chômage chronique en raison d'un niveau d'éducation, d'un niveau culturel, et d'une capacité d'intégration sociale particulièrement bas, et peut-être aussi à cause des différentes formes d'aide sociale existantes qui ont un effet dissuasif sur la recherche d'emploi. Il traduit les difficultés que rencontrent ces organismes de logement social du fait des forts taux d'impayés constatés dans cette typologie de locataires et des difficultés à sanctionner ces impayés du fait des protections légales existantes

<sup>72</sup> cf § 3.4.2

ces problèmes, le soutien associatif, par sa diversité, sa souplesse, sa capacité d'initiatives originales et l'éthique qui l'anime, est à même d'apporter de meilleurs éléments de solution que des systèmes étatiques, à condition de recevoir l'appui notamment financier nécessaire.

L'action de la Communauté doit donc être d'encourager les Etats à s'orienter davantage -surtout pour ceux qui ont privilégié des orientations différentes- vers le soutien sélectif à des expériences allant dans ce sens, mais dont il n'est pas conseillé que les Pouvoirs Publics aient eux-mêmes l'initiative.

Cet encouragement commence par l'information réciproque sur les actions, expérimentations, initiatives des uns et des autres. Puisque les organes appartenant au secteur du Tourisme Social établis à l'échelon européen ne semblent pas s'être orientés vers ce type de vocation, la Communauté elle-même peut jouer en la matière un rôle d'innovation qui pourrait comporter les volets suivants:

#### **(a) Constitution d'une banque de données sur les Politiques Sociales du Tourisme**

Sur la base de la définition que nous avons proposée, cette rubrique comprendrait les actions menées par les Etats (ou leurs subdivisions territoriales du premier niveau<sup>73</sup>) et comportant:

- une aide directe aux investissements, au fonctionnement, à la formation des personnels ou à la promotion des organismes de Tourisme Social respectant les critères de "finalité sociale" telle que nous les avons définis ci-dessus,
- une aide directe à la personne utilisable spécifiquement pour le règlement de prestations touristiques,
- une aide directe aux organismes à finalité sociale non spécialisés dans le Tourisme Social, mais pouvant être utilisées pour des actions de ces organismes dans le domaine touristique,
- les aides indirectes consistant en mesures produisant les mêmes effets et financées à partir d'autres sources et rendues obligatoires ou encouragées fiscalement par les Etats (ou leurs subdivisions)

---

<sup>73</sup> cette limitation au premier niveau n'a qu'une justification purement pratique



**(b) Constitution d'une cellule de liaison qui faciliterait l'échange d'informations entre les services centraux concernés des différents Etats**

Cette cellule de liaison aura notamment pour tâche la gestion, la maintenance et l'enrichissement de la banque de données mentionnée ci-dessus. Il reste cependant à définir l'effectif, les moyens, le rattachement et le statut de cette cellule de liaison.

S'il apparait que la tâche d'une telle cellule a un caractère temporaire (par exemple jusqu'à ce que les flux d'échange d'information soient établis et s'entretiennent d'eux mêmes), elle peut être mise en place:

- soit dans le cadre d'un contrat avec une société privée;
- soit sous la forme d'un comité ad hoc des Etats membres.

S'il apparait au contraire que les Etats souhaitent donner à une telle cellule un caractère pérenne, la solution pourrait être de la créer sous la forme d'un service de la Commission (par exemple rattaché à la DG XXIII).

**(c) Organisation de (et/ou soutien financier à des) actions de sensibilisation sous la forme de séminaires, colloques, expositions**

Ces actions pourraient être engagées sous l'égide de la Commission, et ne pas se limiter à une participation des organismes ou acteurs habituels du Tourisme Social, mais s'étendre à toutes les parties concernées et notamment:

- les organisations à but social ou philanthropique ayant certaines activités relevant de la Politique sociale du Tourisme;
- les services des Etats membres compétents en matière de Tourisme et/ou d'action sociale;
- des représentants des professionnels du secteur marchand;
- les chercheurs ou universitaires intéressés ou spécialisés en la matière;
- des représentants des salariés de l'industrie touristique;
- la presse spécialisée.

**(d) Mise à l'étude de différentes formes d'encouragement au départ en vacances pour les couches défavorisées et actions de promotion pour la mise en oeuvre des recommandations**

On peut notamment penser à l'expérience du *chèque-vacances* lancée dans certains pays, expérience qui mérite une étude fine pour déterminer la réalité de son contenu "social".

Cependant la mesure ne se limite pas à cet aspect. En effet, certains experts préconisent, face aux tendances détectées dans la pratique des organismes de Tourisme Social, un désengagement pur et simple des Etats de tout soutien au Tourisme Social en tant que tel, qui serait alors remplacé, pour les Etats qui le souhaitent, par un système d'aide sélective à la personne, consentie en fonction de critères sociaux objectifs. Une telle orientation aurait selon eux l'avantage, non seulement de garantir une véritable finalité sociale aux actions de soutien consenties par les Etats, mais aussi de mettre fin aux effets de distortion de concurrence que ces experts attribuent aux mesures ou avantages consentis en faveur des organismes de Tourisme Social, mesures ou avantages qui n'ont au demeurant plus aucune légitimité pour ceux de ces organismes qui se rapprochent de la pratique marchande.

Dans ce contexte, une harmonisation (ou à défaut la recherche de critères d'harmonisation) des interventions des Etats pour l'encouragement au départ en vacances aurait également une fonction salubre de restauration de conditions de concurrence s'il apparaissait que les phénomènes de distortion sont bien réels.

**(e) Mise à l'étude d'un système de coordination pratique de l'action des organismes désireux de participer à la création d'une Politique Sociale Européenne du Tourisme, qui comporterait les volets suivants:**

- établissement d'un consensus autour d'un jeu de critères normatifs de labellisation des ces organismes
- établissement d'un système d'accords d'éligibilité réciproque aux prestations dans le but d'assurer une meilleure rentabilisation des équipements, en tenant compte notamment des différences climatiques et culturelles qui permettent d'allonger sensiblement la période d'utilisation par l'internationalisation de la fréquentation
- formation des personnels d'encadrement et d'animation à partir des expériences jugées réussies
- étude en liaison avec les Etats membres des possibilités d'application à ces échanges des mesures d'encouragement préconisées à l'issue de l'étude décrite au point (d) ci-dessus (possibilité pour un ressortissant<sup>74</sup> d'un Etat

---

<sup>74</sup> ce terme étant pris au sens large

de bénéficier de l'aide à la personne pour des prestations consommées dans un autre Etat membre)

**(f) soutien financier à la réalisation d'actions sélectionnées concourant à la mise en oeuvre des mesures qui seraient recommandées à l'issue de l'étude du programme décrit en (e) ci-dessus.**

En tout état de cause l'incidence pour la Communauté de ce soutien financier doit rester modeste, voire symbolique. Un des moyens de lui donner une bonne efficacité tout en le maintenant dans des limites budgétairement acceptables, c'est de viser à un encouragement d'actions pilotes, pour lesquelles il conviendra de définir une procédure originale valorisant le caractère exemplaire des actions proposées. Il peut s'agir par exemple de l'institution d'un concours annuel auquel les organismes s'étant portés volontaires pour l'action (e) ci-dessus pourraient participer en soumettant des dossiers relatifs aux actions qu'ils envisagent. Les actions lauréates bénéficieraient alors non seulement d'un soutien financier aidant leur lancement effectif, mais aussi des opportunités de médiatisation qu'offre la formule.



---

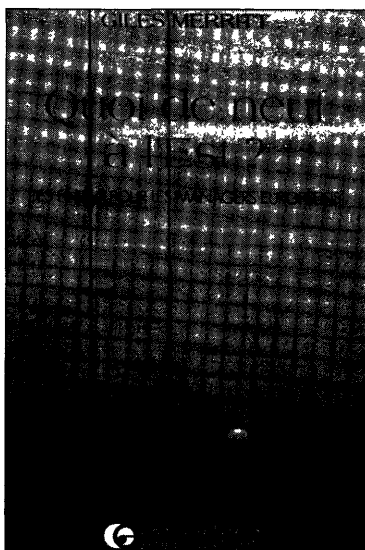
# Quoi de neuf à l'Est?

---

## DES ENJEUX POUR LES MANAGERS EUROPÉENS

---

GILES MERRITT



L'Europe entière subit les contrecoups, tant économiques que sociaux, des développements survenus en Europe de l'Est. Une nouvelle carte politique et économique se dessine sous nos yeux, qui tend à redéfinir les frontières du grand marché, de l'Atlantique à l'Oural, et peut-être même de l'Atlantique à Vladivostok. C'est donc sur la longue et pénible route qui mène à l'économie de marché que les pays de l'Ouest doivent semer le grain d'une coopération permettant le transfert des technologies et des techniques de gestion.

Le modèle des « quatre dragons asiatiques » sera-t-il renouvelé par l'Europe de l'Est? Quels peuvent être alors — outre les conséquences politiques — les enjeux économiques, industriels, commerciaux et financiers pour les entreprises de la Communauté européenne? Les pays de l'Europe de l'Est seront-ils les « tigres » de la technologie de demain? Comment l'Ouest peut-il les aider à recoller les morceaux du Comecon effondré? Comment peut-on inciter le capital à s'écouler à l'Est? L'énergie sera-t-elle le sésame du futur partena-

nariat Est-Ouest? L'Est pourrait-il devenir le « grenier de l'Europe »? L'assainissement de l'environnement à l'Est peut-il profiter à toute l'Europe? Enfin, comment éviter les conséquences désastreuses de l'ouverture à l'Est: le spectre d'une migration massive vers l'Ouest et la machine infernale de l'endettement?

Parce que les politiques ne sont pas les seuls acteurs sur la scène internationale et que tous les cadres et dirigeants impliqués dans la compétition mondiale et globale doivent se préparer à affronter de nouveaux enjeux industriels, technologiques et financiers, avec de nouvelles armes stratégiques, cet ouvrage offre à ceux-ci la possibilité de comprendre les mutations des nouveaux marchés.

Aux enseignants et aux étudiants, il fournit une excellente synthèse historique, un support de réflexion, un complément indispensable aux filières internationales. Enfin, il passionnera tous ceux qui s'intéressent aux évolutions politiques, industrielles et économiques de l'Europe et du monde.

# Bulletin des Communautés européennes

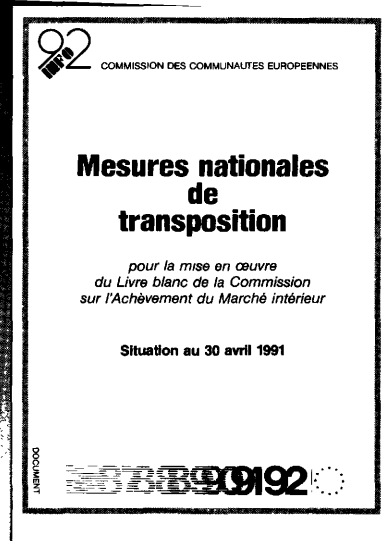
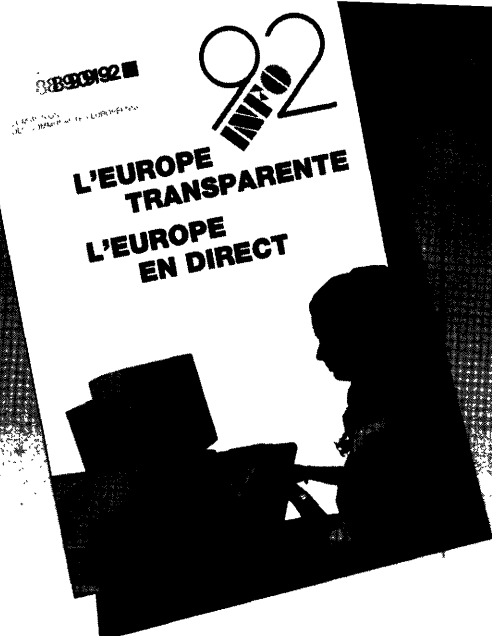
Le *Bulletin des Communautés européennes*, publié mensuellement par la Commission (dix numéros par an), constitue le seul ouvrage officiel de référence portant sur l'ensemble des activités communautaires.

Sa maniabilité, l'accessibilité de l'information qu'il offre (index, références systématiques au Journal officiel et aux Bulletins précédents), la rigueur de sa présentation (structurée en rubriques correspondant aux grandes politiques communautaires) et sa fiabilité en font un outil de recherche essentiel: toutes les étapes de l'élaboration de la législation communautaire y sont en effet décrites, du dépôt d'une proposition par la Commission à son adoption finale par le Conseil.

L'actualité de son contenu, renforcée par la présentation d'une sélection commentée des faits marquants du mois, permet, d'autre part, au lecteur désireux de suivre les progrès de la construction européenne d'être informé régulièrement et précisément des derniers développements de la politique communautaire, qu'il s'agisse de la réalisation du marché unique et de l'espace économique et social européen ou du renforcement du rôle de la Communauté dans le monde.

Le lecteur du Bulletin peut en outre disposer, sous forme de suppléments, des principaux documents de référence relatifs aux grands thèmes de l'actualité communautaire (derniers suppléments parus, entre autres: «La Communauté européenne et l'unification allemande», «Programme de travail de la Commission pour 1992», «Politique industrielle communautaire pour les années 90»...).

Le Bulletin et ses Suppléments (édités par le secrétariat général de la Commission, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles) sont disponibles dans les neuf langues officielles des Communautés, auprès des bureaux de vente de la Communauté européenne.



# INFO92

## La base de données communautaire centrée sur les objectifs du marché unique et sur sa dimension sociale

INFO92 contient une information essentielle pour tous ceux qui entendent se mettre à l'heure de 1992. C'est un véritable mode d'emploi du grand marché intérieur qu'INFO92 s'efforce d'offrir à ses utilisateurs.

INFO92 est un état des lieux permanent: les propositions de la Commission y sont suivies étape par étape jusqu'à leur adoption, chacun des événements marquants y est résumé et situé dans son contexte. L'information comprend également la transposition des directives dans l'ordre juridique interne des États membres.

INFO92 est accessible à tous par sa simplicité d'utilisation. En effet, INFO92 permet la consultation des informations à partir d'écrans vidéo en ayant recours à une gamme étendue d'appareils de grande diffusion que l'on branche sur des réseaux spécialisés dans le transfert de données. Par la rapidité de transmission, par les possibilités de mise à jour quasi instantanée (le cas échéant, plusieurs fois par jour), par les procédures de dialogue qui ne nécessitent aucun apprentissage préalable, INFO92 s'adresse au grand public comme aux milieux professionnels.

Le système utilisé permet un accès facile aux informations grâce à des menus proposés au choix de l'utilisateur et à la structure logique de présentation de l'information, conforme à celle du *Livre blanc* et de la *Charte sociale* et au déroulement du processus décisionnel dans les institutions.

L'utilisateur peut également s'adresser aux bureaux de représentation de la Commission ou encore, pour les PME, aux euroguichets, qui sont présents dans toutes les régions de la Communauté.

**Appelez Eurobases**

{ tél. (32-2) 295 00 03  
fax (32-2) 296 06 24

# RÉPERTOIRE

## DE LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE EN VIGUEUR et d'autres actes des institutions communautaires

L'ordre juridique communautaire concerne non seulement les États membres, mais aussi et directement leurs ressortissants.

Pour les praticiens du droit comme pour tous les citoyens, la connaissance du droit national doit donc être complétée par celle des dispositions communautaires que le droit national exécute, applique ou interprète et auxquelles, dans certains cas, il cède la primauté.

Afin de rendre ces dispositions plus accessibles à tous, la Commission des Communautés européennes publie, par refonte semestrielle, un Répertoire qui concerne:

- le droit contraignant dérivé des traités instituant les trois Communautés européennes (règlements, décisions, directives);
- le droit complémentaire (accords internes...);
- les accords conclus par les Communautés avec les pays tiers.

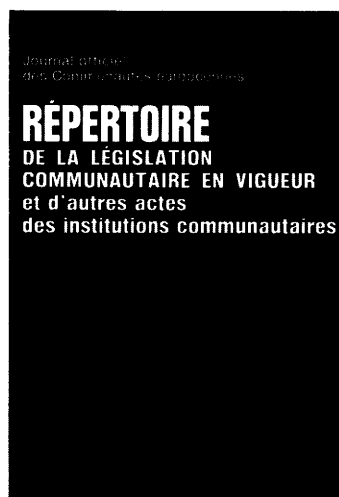
Chaque édition du Répertoire reprend le titre, la source (*Journal officiel des Communautés européennes*) et les modifications des actes législatifs ou assimilés.

Pour chaque acte, les modifications qu'il a subies sont indiquées, avec renvoi à l'acte modificateur et à la source.

Les références sont classées par matière. Celles relatives aux actes concernant plusieurs matières apparaissent dans chacune des rubriques concernées.

Le Répertoire analytique est assorti de deux index, un par numéro de document en ordre chronologique, l'autre par mots clés en ordre alphabétique.

Le Répertoire est disponible dans toutes les langues officielles des Communautés européennes.



1 068 p., ECU 83  
ISBN 92-77-77096-1 (volume I)  
ISBN 92-77-77097-x (volume II)  
ISBN 92-77-77098-8 (volumes I et II)  
FX-86-91-001-FR-C  
FX-86-91-002-FR-C



# ÉCONOMIE EUROPÉENNE

*Économie européenne* paraît quatre fois par an, soit en mars, en mai, en juillet et en novembre. Des communications et des rapports importants de la Commission au Conseil et au Parlement sur la situation et l'évolution économiques, ainsi que sur les activités d'emprunt et de prêt de la Communauté, y sont reproduits. En outre, *Économie européenne* présente des rapports et des études sur des problèmes intéressant la politique économique.

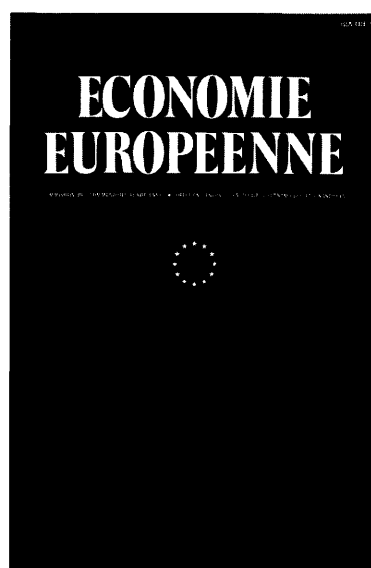
Deux suppléments complètent *Économie européenne*:

- les suppléments de la série A — «Tendances conjoncturelles» décrivent, à l'aide de tableaux et de graphiques, les tendances les plus récentes de la production industrielle, des prix à la consommation, du chômage, de la balance commerciale, des taux de change et d'autres indicateurs. Ces suppléments présentent également les prévisions macro-économiques des services de la Commission, ainsi que des communications de la Commission au Conseil en matière de politique économique. Ils paraissent mensuellement, sauf en août;
- les suppléments de la série B — «Résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise et des consommateurs» présentent les principaux résultats des enquêtes effectuées dans la Communauté auprès des chefs d'entreprise (commandes, stocks, perspectives de

production, etc.), ainsi que d'autres indicateurs cycliques; ils sont également publiés mensuellement, sauf en août.

Sauf indication contraire, les textes sont publiés sous la responsabilité de la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission des Communautés européennes (rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles), à laquelle il y aurait lieu d'adresser toute demande de renseignements, à l'exclusion de ceux concernant la vente et l'abonnement.

Les adresses des bureaux de vente ainsi que les conditions d'abonnement sont indiquées respectivement à la troisième et à la quatrième page de la couverture.



# Le succès en affaires

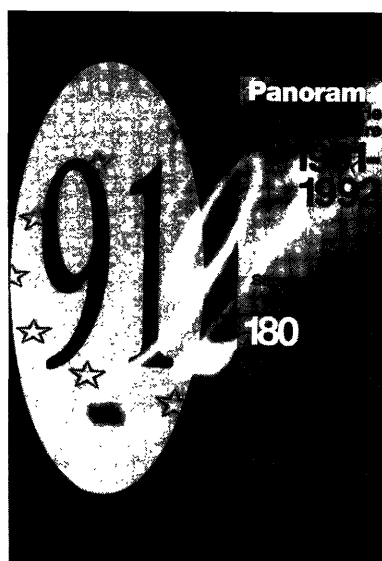
**dépend des décisions que vous prenez...,  
qui dépendent des informations que vous recevez...**

Assurez-vous que vos décisions se fondent sur une information à la fois précise et complète.

Dans un contexte de changement rapide, les économies nationales fusionnent en une économie européenne sous l'impulsion de 1992. Une information fiable sur la performance de multiples secteurs aux fournisseurs, clients, banquiers et décideurs est donc indispensable.

Petites et moyennes entreprises ont besoin d'accéder à l'information.

Le marché doit être défini, évalué, analysé; l'information sur les capacités de production, les goulets d'étranglement et le développement à venir est nécessaire.



## **Panorama de l'industrie communautaire 1991-1992**

**Situation actuelle et perspectives  
pour 180 secteurs des industries manufacturières  
et de services dans la Communauté européenne**

1 514 p., ECU 110 \* ISBN 92-826-3104-4 \* CO-60-90-321-FR-C

# EUROPE SOCIALE

*Europe sociale*, revue publiée par la Commission des Communautés européennes – direction générale de l'emploi, des relations industrielles et des affaires sociales (DG V), unité de coordination et de politique de l'information –, traite de l'actualité sociale européenne.

La revue de base paraît trois fois par an. Elle est complétée par plusieurs suppléments et dossiers consacrés à une étude approfondie et plus spécifique de thèmes précis.



# ÉNERGIE

## UN DÉFI POUR L'EUROPE ET POUR LE MONDE

---

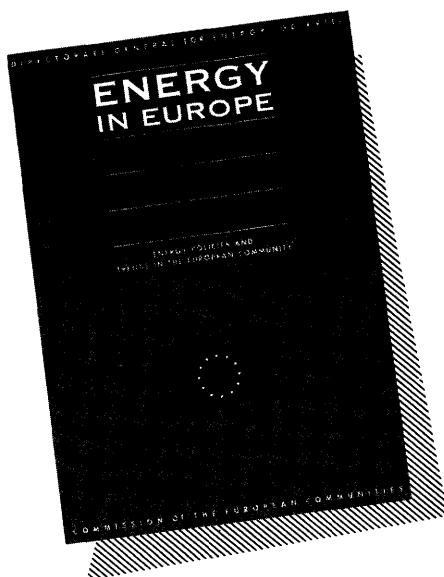
Depuis sa première parution en 1985, la publication **Energy in Europe** s'est affirmée comme une précieuse source d'informations sur les lignes directrices et les aspects opérationnels de la politique énergétique de la Communauté européenne. Ses abonnés se recrutent parmi les dirigeants des industries consommatrices ou productrices d'énergie et d'autres décideurs du secteur privé aussi bien que public et parmi d'importantes sociétés de conseil et des établissements de recherche de la Communauté et d'ailleurs.

Dans la situation qui caractérise actuellement la Communauté, à l'heure du marché unique, et compte tenu des immenses problèmes énergétiques de nos voisins de l'Europe centrale et orientale et des États de la Communauté des États indépendants, sans oublier toutefois leur potentiel, le secteur de l'énergie revêt une importance stratégique extrême. Dans de nombreux domaines de l'activité économique, il est indispensable de l'appréhender correctement. Son rôle est également capital au sein d'un débat d'envergure véritablement mondiale, à savoir la protection de l'environnement, et notamment la question du réchauffement de la planète.

**Energy in Europe** assure à ses lecteurs une information suivie sur l'évolution de la situation en matière de politique générale, de marchés, de programmation énergétique ainsi que sur la recherche constante d'une technologie énergétique plus propre et plus efficace.

Les tendances et les perspectives du marché sont analysées dans les deux éditions régulières annuelles ainsi que dans les publications «**Short Term Energy Outlook**», éditée au premier semestre, et «**Annual Energy Review**», paraissant à la fin de l'année. Dans cette dernière publication, on examine la situation énergétique mondiale région par région, dont les États membres de la CE, on présente les perspectives énergétiques à court terme pour la Communauté et on passe en revue les tendances sur dix ans, exprimées par les principaux indicateurs. Des **éditions spéciales** sont publiées à l'occasion d'événements marquants, telles des conférences internationales ayant trait ou touchant au secteur énergétique.

**Energy in Europe** paraît en anglais, mais chaque numéro contient des traductions en français, en allemand ou en espagnol d'articles précédemment publiés.



Également disponibles :

---

### **Traité sur l'Union européenne**

253 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-824-0960-0 \* RX-73-92-796-FR-C — 1992

---

### **Mesures nationales de transposition pour la mise en œuvre du livre blanc de la Commission sur l'achèvement du marché intérieur — Situation au 31 octobre 1992**

456 p. \* ECU 47 \* ISBN 92-826-4974-1 \* CM-76-92-875-FR-C — 1992

---

### **1992: une année charnière (discours du président Jacques Delors devant le Parlement européen) — De l'Acte unique à l'après-Maastricht: les moyens de nos ambitions — Programme de travail de la Commission pour 1992 — Supplément 1/92 — Bull. CE**

48 p. \* ECU 5 \* ISBN 92-826-3842-1 \* CM-NF-92-001-FR-C — 1992

---

### **La recherche après Maastricht: un bilan, une stratégie Supplément 2/92 — Bull. CE**

50 p. \* ECU 5 \* ISBN 92-826-4308-5 \* CM-NF-92-002-FR-C — 1992

---

### **L'Europe et le défi de l'élargissement — Supplément 3/92 — Bull. CE**

24 p. \* ECU 5 \* ISBN 92-826-4525-8 \* CM-NF-92-003-FR-C — 1992

---

### **SCAD Bibliographies — Transports**

184 p. \* ECU 20 \* ISBN 92-826-3126-5 \* CM-77-93-788-FR-C — 1993

---

### **La Communauté européenne et les droits de l'homme**

63 p. \* ECU 8 \* ISBN 92-826-5084-7 \* CM-76-92-407-FR-C — 1993

---

### **L'ouverture des marchés publics**

46 p. \* ECU 6 \* ISBN 92-826-5131-2 \* CO-77-92-085-FR-C — 1993

---

### **Emploi en Europe — 1992**

206 p. \* ECU 11,25 \* ISBN 92-826-4560-6 \* CE-75-92-106-FR-C — 1992

---

### **Les facteurs de résistance à la marginalisation dans les zones de montagne et défavorisées méditerranéennes communautaires**

226 p. \* ECU 24 \* ISBN 92-826-4572-X \* CH-75-92-720-FR-C — 1992

---

---

**Recueil des décisions de la Commission en matière  
de concurrence — 1989/1990**

247 p. \* ECU 12 \* ISBN 92-826-3869-3 \* CV-73-92-772-FR-C — 1992

---

**Guide pratique de la coopération transnationale**

121 p. \* ECU 10 \* ISBN 92-826-2798-5 \* CT-70-91-992-FR-C — 1992

---

**XXI<sup>e</sup> Rapport sur la politique de concurrence — 1991**

500 p. \* ECU 29 \* ISBN 92-826-3851-0 \* CM-73-92-247-FR-C — 1992

---

**XXVI<sup>e</sup> Rapport général sur l'activité des Communautés européennes —  
1992**

556 p. \* ECU 20 \* ISBN 92-826-5341-2 \* CM-76-92-681-FR-C — 1993

---

**EUR 13914 — Coopération européenne dans le domaine de la  
recherche scientifique et technique, secrétariat Cost avec  
l'assistance de J.-L. Roland**

86 p. \* ECU 16,50 \* ISBN 92-826-4372-7 \* CG-NA-13914-FR-C — 1992

---

**EUR 14326 — Le marché européen de l'analyse de la valeur**

138 p. \* ECU 15 \* ISBN 92-826-4131-7 \* CD-NA-14326-FR-C — 1992

---

**EUR 14487 — Du laboratoire aux réseaux — Le travail scientifique  
en mutation, D. Vinck**

311 p. \* ECU 51 \* ISBN 92-826-4825-7 \* CG-NA-14487-FR-C — 1992

---

**Europe en chiffres — 3<sup>e</sup> édition**

256 p. \* ECU 16,50 \* ISBN 92-826-3372-1 \* CA-70-91-895-FR-C — 1992

---

**Inventaire des impôts perçus dans les États membres  
des Communautés européennes — 14<sup>e</sup> édition**

752 p. \* ECU 80 \* ISBN 92-826-0418-7 \* CM-59-90-855-FR-C — 1992

---

**La transmission des exploitations agricoles et l'installation  
des agriculteurs dans la CEE**

142 p. \* ECU 15 \* ISBN 92-826-3651-8 \* CM-73-91-376-FR-C — 1992

---

---

**Le développement social urbain — *Europe sociale* — Supplément 1/92**

127 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4014-0 \* CE-NC-92-001-FR-C — 1992

---

**Aspects commerciaux et humains du secteur informatique jusqu'à l'an 2000 — *Europe sociale* — Supplément 2/92**

111 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4538-X \* CE-NC-92-002-FR-C — 1992

---

**Vers une Europe des solidarités: le logement — *Europe sociale* — Supplément 3/92**

152 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4568-1 \* CE-NC-92-003-FR-C — 1992

---

**La réglementation des conditions de travail dans les États membres de la Communauté européenne — Volume I (*Europe sociale* — Supplément 4/92)**

123 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4997-0 \* CE-NC-92-004-FR-C — 1992

---

**Un marché commun des services — Situation au 1<sup>er</sup> janvier 1993**

*Banques • Assurances • Marché des valeurs mobilières • Services de transport • Nouvelles technologies et services • Mouvements de capitaux • Libre circulation des travailleurs et des membres des professions libérales (Marché intérieur — Volume 1)*

198 p. \* ECU 19 \* ISBN 92-826-5260-2 \* CO-10-93-001-FR-C — 1993

---

**Suppression des contrôles aux frontières —**

*Situation au 1<sup>er</sup> janvier 1993*

*Contrôle des marchandises • Contrôle des personnes • Taxe sur la valeur ajoutée • Droits d'accises (Marché intérieur — Volume 2)*

140 p. \* ECU 19 \* ISBN 92-826-5269-6 \* CO-10-93-002-FR-C — 1993

---

**Conditions propres à faciliter la coopération entre entreprises —**

*Situation au 1<sup>er</sup> janvier 1993*

*Droit des sociétés • Propriété intellectuelle • Fiscalité des entreprises*

**Des marchés publics ouverts**

**Le marché intérieur de l'énergie**

(Marché intérieur — Volume 3)

108 p. \* ECU 19 \* ISBN 92-826-5278-5 \* CO-10-93-003-FR-C — 1993

---

---

**Politique sociale de la Communauté** — *Marché du travail • Emploi et rémunération • Amélioration des conditions de vie et de travail • Libre circulation des travailleurs • Protection sociale • Liberté d'association et de négociation collective • Information, consultation et participation des travailleurs • Égalité de traitement entre hommes et femmes • Formation professionnelle • Protection de la santé et de la sécurité dans le milieu de travail • Droits et protection des enfants et des adolescents • Personnes âgées • Personnes handicapées*

(L'achèvement du marché intérieur — Volume 6)

325 p. • ECU 34 • ISBN 92-826-3610-0 • CO-62-91-006-FR-C — 1992

---

**Livre vert sur le développement du marché unique des services postaux (communication de la Commission) — COM(91) 476 final**

390 p. • ISBN 92-77-45008-8 • CB-CO-92-263-FR-C — 1992

---

**Concurrence et coopération dans le transport aérien en Europe**

179 p. • ECU 19 • ISBN 92-826-4283-6 • CV-74-92-815-FR-C — 1992

---

**L'harmonisation du droit des sociétés dans la Communauté européenne** — Mesures adoptées et proposées — État des travaux au 1<sup>er</sup> mars 1992

318 p. • ECU 54 • ISBN 92-826-4315-8 • CI-74-92-831-FR-C — 1992

---

**L'Europe de l'énergie — Objectif 1992 et perspectives 2010,**  
Guy de CARMOY et Georges BRONDEL

171 p. • ECU 18 • ISBN 92-826-3275-X • CM-72-91-269-FR-C — 1992

---

**Un espace financier européen,** Dominique SERVAIS, 3<sup>e</sup> édition

63 p. • ECU 8 • ISBN 92-826-0257-5 • CB-58-90-473-FR-C — 1992

---

**L'ordre juridique communautaire,** Jean-Victor LOUIS, 5<sup>e</sup> édition revue et mise à jour

201 p. • ECU 10,50 • ISBN 92-826-0833-6 • CB-56-89-392-FR-C — 1992

---

**Économie européenne, n° 44, «Marché unique, monnaie unique»**  
Une évaluation des avantages et des coûts potentiels de la création d'une Union économique et monétaire

379 p. • ECU 18 • ISSN 0379-0983 • CB-AR-90-044-FR-C — 1992

---



---

**Économie européenne, n° 48, « Concurrence équitable dans le marché intérieur : la politique communautaire des aides d'État — L'écu et son rôle dans le processus vers l'Union monétaire »**

163 p. \* ECU 20 \* ISSN 0379-0983 \* CM-AR-91-048-FR-C — 1992

---

**Économie européenne, n° 51, « Le défi climatique — Aspects économiques de la stratégie communautaire proposée pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub> »**

269 p. \* ECU 23,50 \* ISSN 0379-0983 \* CM-AR-92-051-FR-C — 1992

---

**Établissements de crédit — Recueil des actes communautaires adoptés ou proposés — Situation: août 1992**

356 p. \* ECU 37 \* ISBN 92-826-4843-5 \* C1-76-92-293-FR-C — 1992

---

**Guide pratique des aspects juridiques de la sous-traitance industrielle dans la Communauté européenne — Volume I — Le contrat de sous-traitance**

84 p. \* ECU 11,25 \* ISBN 92-825-9594-3 \* CB-27-89-001-FR-C — 1992

---

**Guide pratique des aspects juridiques de la sous-traitance industrielle dans la Communauté européenne — Volume II — Le cadre juridique de la sous-traitance dans les douze États membres**

81 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4652-1 \* CB-27-89-002-FR-C — 1992

---

**La réglementation des médicaments dans la Communauté européenne — Volume I — La réglementation des médicaments à usage humain dans la Communauté européenne**

228 p. \* ECU 20 \* ISBN 92-826-3167-2 \* CO-71-91-631-FR-C — 1992

---

**La réglementation des médicaments dans la Communauté européenne — Volume II — Avis aux demandeurs d'autorisation de mise sur le marché de médicaments à usage humain dans les États membres de la Communauté européenne**

176 p. \* ECU 16,50 \* ISBN 92-825-9504-8 \* CB-55-89-293-FR-C — 1992

---

**La réglementation des médicaments dans la Communauté européenne — Volume III — Addendum n° 2 — Mai 1992 — Notes explicatives sur la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments à usage humain**

206 p. \* ECU 23 \* ISBN 92-826-4551-7 \* CO-75-92-558-FR-C — 1992

---

---

**La réglementation des médicaments dans la Communauté européenne**  
**— Volume IV — Bonnes pratiques de fabrication de médicaments**

177 p. \* ECU 19,50 \* ISBN 92-826-3181-8 \* CO-71-91-760-FR-C — 1992

---

**La réglementation des médicaments dans la Communauté européenne**  
**— Volume V — Les médicaments vétérinaires dans la Communauté européenne**

157 p. \* ECU 14,25 \* ISBN 92-825-9644-3 \* CB-55-89-972-FR-C — 1992

---

**Sécurité sociale des personnes qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté — *Europe sociale*, n° 3/92**

154 p. \* ECU 19 \* ISSN 0255-0792 \* CE-AA-92-003-FR-C — 1992

---

**Les nouvelles technologies de l'information dans l'éducation — France**

116 p. \* ECU 13 \* ISBN 92-826-4772-2 \* CY-03-92-007-FR-C — 1992

---

**Les nouvelles technologies de l'information dans l'éducation — Luxembourg**

118 p. \* ECU 13 \* ISBN 92-826-4778-1 \* CY-03-92-010-FR-C — 1992

---

**Droit de choisir et impulsion économique — L'objectif de la politique européenne des consommateurs,**

Eamonn LAWLOR, 2<sup>e</sup> édition

83 p. \* ECU 8 \* ISBN 92-826-0153-6 \* CB-56-89-869-FR-C — 1992

**Le système monétaire européen — Origines, fonctionnement et perspectives,** Jacques van YPERSELE avec la collaboration de Jean-Claude KOEUNE, 3<sup>e</sup> édition revue et mise à jour

173 p. \* ECU 10,50 \* ISBN 92-825-8517-4 \* CB-PP-88-D03-FR-C — 1992

**Suppression des obstacles fiscaux à l'activité transfrontalière des entreprises — *Supplément 4/91 — Bull. CE***

67 p. \* ECU 4,25 \* ISBN 92-826-3026-9 \* CM-NF-91-004-FR-C — 1992

**Les agricultures européennes — Évolution — Contraintes — Perspectives**

105 p. \* ECU 7 \* ISBN 92-826-0477-2 \* CM-60-90-418-FR-C — 1992

**Économie européenne, n° 35, «1992 : la nouvelle économie européenne»**

235 p. \* ECU 16 \* ISSN 0379-0983 \* CB-AR-88-035-FR-C — 1992

**Économie européenne, n° 40, «Concentration horizontale, fusions et politique de concurrence dans la Communauté européenne»**

106 p. \* ECU 16 \* ISSN 0379-0983 \* CB-AR-89-040-FR-C — 1992

**Économie européenne, n° 43, «Transformation économique en Hongrie et en Pologne»**

233 p. \* ECU 18 \* ISSN 0379-0983 \* CB-AR-89-043-FR-C — 1992

**Économie européenne, n° 45, «Stabilisation, libéralisation et dévolution de compétences» — Évaluation de la situation économique et du processus de réforme en Union soviétique**

203 p. \* ECU 18 \* ISSN 0379-0983 \* CB-AR-90-045-FR-C — 1992

**Économie européenne, n° 50, «Rapport économique annuel 1991-1992» — Renforcer la croissance et améliorer la convergence**

303 p. \* ECU 20 \* ISSN 0379-0983 \* CM-AR-91-050-FR-C — 1992

**Économie européenne — Europe sociale (numéro spécial 1990).**

**«L'impact sectoriel du marché intérieur sur l'industrie : les enjeux pour les États membres»**

357 p. \* ECU 18 \* ISBN 92-826-1819-6 \* CM-59-90-887-FR-C — 1992

**Europe sociale 3/91 — L'égalité des chances entre les femmes et les hommes**

201 p. \* ECU 18 \* ISSN 0255-0792 \* CE-AA-91-003-FR-C — 1992

**Europe sociale — Supplément 1/92 — Le développement social urbain**

127 p. \* ECU 9 \* ISBN 92-826-4014-0 \* CE-NC-92-001-FR-C — 1992

---

# Commission des Communautés européennes

## BUREAUX

---

### **BELGIQUE/BELGIË**

#### ***Bruxelles/Brussel***

Commission des Communautés européennes  
Commissie van de Europese Gemeenschappen  
Bureau en Belgique/Bureau in België  
Rue Archimèdestraat 73 – B-1040 Bruxelles/Brussel  
Tél. (32-2) 295 38 44  
Fax (32-2) 295 01 66  
Télex 26657 COMINF B

### **FRANCE**

#### ***Paris***

Commission des Communautés européennes  
Bureau de représentation en France  
288, boulevard Saint-Germain – F-75007 Paris  
Tél. (33-1) 40 63 38 00  
Fax (33-1) 45 56 94 17/18/19  
Télex (042) 202271F

#### ***Marseille***

Commission des Communautés européennes  
Bureau à Marseille  
2, rue Henri-Barbusse – F-13241 Marseille Cedex 01  
Tél. (33) 91 91 46 00  
Fax (33) 91 90 98 07  
Télex (042) 402538 EURMA

### **LUXEMBOURG**

Commission des Communautés européennes  
Bureau au Luxembourg  
Bâtiment Jean Monnet  
Rue Alcide De Gasperi – L-2920 Luxembourg  
Tél. (352) 43 01  
Fax (352) 43 01 44 33  
Télex 3423/3446/3476 COMEUR LU

### **SUISSE**

#### ***Genève***

Commission des Communautés européennes  
Bureau de presse et d'information  
Case postale 195  
37-39, rue de Vermont – CH-1211 Genève 20 C.I.C.  
Tél. (41-22) 734 97 50  
Fax (41-22) 734 22 36  
Télex (045) 414 165 ECOM CH

**BELGIË****Brussel**

Commissie van de Europese  
Gemeenschappen  
Bureau in België  
Archimèdestraat 73  
B-1040 Brussel  
Tel. (32-2) 295 38 44  
Telecopie (32-2) 295 01 66  
Telex 26657 COMINF B

**SCHWEIZ/SVIZZERA****Genève**

Kommission der Europäischen  
Gemeinschaften  
Presse- und Informationsbüro  
Commissione delle Comunità europee  
Ufficio stampa e informazione  
Case postale 195  
37-39, rue de Vermont  
CH-1211 Genève 20 C.I.C  
Tel. (41-22) 734 97 50  
Fax (41-22) 734 22 36  
Telex (045) 414 165 ECOM CH

**DEUTSCHLAND****Bonn**

Kommission der Europäischen  
Gemeinschaften/Vertretung in der  
Bundesrepublik Deutschland  
Zittemannstraße 22  
D-W-53113 Bonn 1  
Tel. (49-228) 53 00 90  
Fax (49-228) 530 09 50/12  
Telex (041) 886648 EUROP D

**Berlin**

Kommission der Europäischen  
Gemeinschaften/Vertretung in der  
Bundesrepublik Deutschland  
Außenstelle Berlin  
Kurfürstendamm 102  
D-W-10711 Berlin 31  
Tel. (49-30) 896 09 30  
Fax (49-30) 892 20 59  
Telex (041) 184015 EUROP D

**München**

Kommission der Europäischen  
Gemeinschaften/Vertretung in der  
Bundesrepublik Deutschland  
Vertretung in München  
Erhardtstraße 27  
D-W-80331 München 2  
Tel. (49-89) 202 10 11  
Fax (49-89) 202 10 15  
Telex (041) 5218135

**DANMARK****København**

Kommissionen for De Europæiske  
Fællesskaber  
Kontor i Danmark  
Højbrohus  
Østergade 61, Postbox 144  
DK-1004 København K  
Tlf. (45-33) 14 41 40  
Telefax (45-33) 11 12 03/14 13 92  
Telex (055) 16402 COMEUR DK

**EIRE – IRELAND****Dublin**

Commission of the European Communities  
Office in Ireland  
Jean Monnet Centre  
39 Molesworth Street  
Dublin 2  
Tel. (353-1) 71 22 44  
Fax (353-1) 71 26 57  
Telex (0500) 93827 EUO E

**UNITED KINGDOM****London**

Commission of the European  
Communities  
Office in the United Kingdom  
Jean Monnet House  
8 Storey's Gate  
London SW1P 3AT  
Tel. (44-71) 973 19 92  
Fax (44-71) 973 19 00/19 10  
Telex (051) 23208 EURUK G

**Belfast**

Commission of the European  
Communities  
Office in Northern Ireland  
Windsor House  
9/15 Bedford Street  
Belfast BT2 7EG  
Tel. (44-232) 24 07 08  
Fax (44-232) 24 82 41  
Telex (051) 74117 CECBEL G

**Cardiff**

Commission of the European  
Communities  
Office in Wales  
4 Cathedral Road  
Cardiff CF1 9SG  
Tel. (44-222) 37 16 31  
Fax (44-222) 39 54 89  
Telex (051) 497727 EUROP G

**Edinburgh**

Commission of the European  
Communities  
Office in Scotland  
9 Alva Street  
Edinburgh EH2 4PH  
Tel. (44-31) 225 20 58  
Fax (44-31) 226 41 05  
Telex (051) 727420 EUEDING

**UNITED STATES OF AMERICA****Washington**

Commission of the European  
Communities  
External Delegation  
2100 M Street, NW (Suite 707)  
Washington DC 20037  
Tel. (1-202) 862 95 00  
Fax (1-202) 429 17 66  
Telex (023) 64215 EURCOM NW

**New York**

Commission of the European  
Communities  
External Delegation  
3 Dag Hammarskjöld Plaza  
305 East 47th Street  
New York NY 10017  
Tel. (1-212) 371 38 04  
Fax (1-212) 758 27 18  
Telex (023) 01 2396 EURCOM NY

**JAPAN****Tokyo**

Commission of the European  
Communities  
External Delegation  
Europa House  
9-15 Sanbancho  
Chiyoda-Ku  
Tokyo 102  
Tel. (81-3) 239 04 41  
Fax (81-3) 239 93 37  
Telex (072) 28 567 COMEUTOK J

**ESPAÑA****Madrid**

Comisión de las Comunidades Europeas  
Oficina en España  
Calle de Serrano, 41, 5ª planta  
E-28001 Madrid  
Tel. (34-1) 435 17 00  
Telecopia (34-1) 576 03 87/577 29 23  
Télex (052) 46818 OIPE E

**Barcelona**

Comisión de las Comunidades Europeas  
Oficina en España  
Avenida Diagonal, 407 bis, 18ª planta  
E-08008 Barcelona  
Tel. (34-3) 415 81 77  
Telecopia (34-3) 415 63 11  
Télex (052) 97524 BDC E

**VENEZUELA****Caracas**

Comisión de las Comunidades Europeas  
Delegación  
Calle Orinoco, Las Mercedes  
Apartado 67 076, Las Américas 1061A  
Caracas  
Tel. (58-2) 91 51 33  
Telecopia (58-2) 91 88 76  
Télex (031) 27298 COMEU VC

**ΕΛΛΑΔΑ****Αθήνα**

Επιτροπή των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων  
Γραφείο στην Ελλάδα  
Βασιλίσσης Σοφίας 2  
ΤΘ 30284  
Αθήνα 10674  
Τηλ. (30-1) 724 39 82/83/84  
Τέλεφαξ (30-1) 724 46 20  
Τέλεξ (0601) 219324 ECAT GR

**ITALIA****Roma**

Commissione delle Comunità europee  
Ufficio in Italia  
Via Poli, 29  
I-00187 Roma  
Tel. (39-6) 699 11 60  
Telecopia (39-6) 679 16 58 / 679 36 52  
Telex (043) 610184 EUROMA I

**Milano**

Commissione delle Comunità europee  
Ufficio a Milano  
Corso Magenta, 59  
I-20123 Milano  
Tel. (39-2) 48 01 25 05  
Telecopia (39-2) 481 85 43  
Telex (043) 316200 EURMIL I

**NEDERLAND****Den Haag**

Commissie van de Europese  
Gemeenschappen  
Bureau in Nederland  
Korte Vijverberg 5  
2513 AB Den Haag  
Tel. (31-70) 346 93 26  
Telecopie (31-70) 364 66 19  
Telex (044) 31094 EURCO NL

**PORTUGAL****Lisboa**

Comissão das Comunidades Europeias  
Gabinete em Portugal  
Centro Europeu Jean Monnet  
Largo Jean Monnet, 1-10.º  
P-1200 Lisboa  
Tel. (351-1) 350 98 00  
Telecopiador (351-1) 350 98 01/2/3  
Telex (0404) 18810 COMEUR P

Communautés européennes — Commission

Les différentes notions du tourisme social:  
l'évolution de l'offre et de la demande

Document

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1993 — 105 p. — 21,0 x 29,7 cm

ISBN 92-826-6545-3

Prix au Luxembourg, TVA exclue: ECU 16

Venta y suscripciones • Salg og abonnement • Verkauf und Abonnement • Πωλήσεις και συνδρομές Sales and subscriptions • Vente et abonnements • Vendita e abbonamenti Verkoop en abonnementen • Venda e assinaturas			
<b>BELGIQUE / BELGIË</b> <b>Moniteur belge /</b> <b>Belgisch Staatsblad</b> Rue de Louvain 42 / Lauvensweg 42 B-1000 Bruxelles / B-1000 Brussel Tél. (02) 512 00 26 Fax (02) 511 01 84 Autres distributeurs / Overige verkooppunten <b>Librairie européenne/</b> <b>Europees boekhandel</b> Rue de la Loi 244/Wetstraat 244 B-1040 Bruxelles / B-1040 Brussel Tél. (02) 231 04 35 Fax (02) 735 08 80 <b>Jean De Lannoy</b> Avenue du Roi 202 / Koningslaan 202 B-1080 Bruxelles / B-1080 Brussel Tél. (02) 538 51 69 Télex 63220 UNBOOK B Fax (02) 538 08 41 <b>Document delivery:</b> <b>Credoc</b> Rue de la Montagne 34 / Bergstraat 34 Bte 11 / Bus 11 B-1000 Bruxelles / B-1000 Brussel Tél. (02) 511 69 41 Fax (02) 513 31 95	<b>FRANCE</b> <b>Journal officiel</b> <b>Service des publications</b> <b>des Communautés européennes</b> 26, rue Desaix F-75727 Paris Cedex 15 Tél. (1) 40 58 75 00 Fax (1) 40 58 77 00 <b>IRELAND</b> <b>Government Supplies Agency</b> 4-5 Harcourt Road Dublin 2 Tel. (1) 66 13 111 Fax (1) 47 80 645 <b>ITALIA</b> <b>Licosa SpA</b> Via Duca di Calabria 1/1 Casella postale 552 I-50125 Firenze Tel. (055) 84 54 15 Fax 84 12 57 Telex 570466 LICOSA I <b>GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG</b> <b>Messageries du livre</b> 5, rue Raiffesen L-2411 Luxembourg Tél. 40 10 20 Fax 40 10 24 01 <b>NETHERLAND</b> <b>SDU Overheidsinformatie</b> Externe Fondsen Postbus 20014 2500 EA 's-Gravenhage Tel. (070) 37 59 880 Fax (070) 34 75 778 <b>PORTUGAL</b> <b>Imprensa Nacional</b> Casa da Moeda, EP Rua D. Francisco Manuel de Melo, 5 P-1082 Lisboa Codex Tel. (01) 89 34 14 <b>Distribuidora de Livros</b> <b>Bertrand, Lda</b> <b>Grupo Bertrand, SA</b> Rua das Terras dos Vales, 4-A Apartado 37 P-2700 Amadora Codex Tel. (01) 49 59 050 Telex 15798 BERDIS Fax 49 60 255 <b>UNITED KINGDOM</b> <b>HMSO Books (Agency section)</b> HMSO Publications Centre 51 Nine Elms Lane London SW8 5DR Tel. (071) 873 9090 Fax 873 8483 Telex 29 71 138 <b>ÖSTERREICH</b> <b>Manzsche Verlags-</b> <b>und Universitätsbuchhandlung</b> Kohlmarkt 16 A-1014 Wien Tel. (0222) 531 61-0 Telex 112 500 BOX A Fax (0222) 531 61-339 <b>SUOMI/FINLAND</b> <b>Akateeminen Kirjakauppa</b> Keskuskatu 1 PO Box 128 SF-00101 Helsinki Tel. (01) 121 41 Fax (0) 121 44 41	<b>NORGE</b> <b>Narvesen Info Center</b> Bertrand Narvesens vei 2 PO Box 6125 Etterstad N-0602 Oslo 6 Tel. (22) 57 33 00 Telex 79668 NIC N Fax (22) 68 19 01 <b>SVERIGE</b> <b>BTJ AB</b> Traktorvägen 13 S-22100 Lund Tel. (046) 18 00 00 Fax (046) 18 01 25 30 79 47 <b>SCHWEIZ / SUISSE / SVIZZERA</b> <b>OSEC</b> Stamphenbachstraße 85 CH-8035 Zurich Tel. (01) 365 54 49 Fax (01) 365 54 11 <b>ČESKÁ REPUBLIKA</b> <b>NIS ČR</b> Havelkova 22 130 00 Praha 3 Tel. (2) 24 23 09 07 Fax (2) 242 21 484 <b>MAGYARORSZÁG</b> <b>Euro-Info-Service</b> Club Sziget Margitsziget 1138 Budapest Tel./Fax 1 111 60 61 1 111 62 16 <b>POLSKA</b> <b>Business Foundation</b> ul. Krucza 38/42 00-512 Warszawa Tel. (22) 21 99 93, 626-28-82 International Fax&Phone (0-39) 12-00-77 <b>ROMÂNIA</b> <b>Euromedia</b> 65, Strada Dionisie Lupu 70184 Bucuresti Tel./Fax 0 12 98 46 <b>BĂLGARIA</b> <b>Europress Klasika SK Ltd</b> 66, bd Vitosha 1463 Sofia Tel./Fax 2 52 74 75 <b>RUSSIA</b> <b>OCEC</b> 9,80-Ilevia Oktyabrya Avenue 117312 Moscow Tel./Fax (095) 135 52 27 <b>CYPRUS</b> <b>Cyprus Chamber of Commerce and Industry</b> Chamber Building 38 Grivas Digenis Ave 3 Deligiorgis Street PO Box 1455 Nicosia Tel. (2) 449500/482312 Fax (2) 458630 <b>MALTA</b> <b>Miller distributors Ltd</b> Scots House, M.A. Vassalli street PO Box 272 Valletta Tel. 24 73 01/22 29 95 Fax 23 49 14	<b>TÜRKİYE</b> <b>Pras Gazete Kitap Dergi</b> <b>Pazarlama Değlim Ticaret ve sanayi</b> <b>AŞ</b> Naribahçe Sokak N 15 İstanbul-Çağaloğlu Tel. (1) 520 92 96 - 528 55 66 Fax (1) 251 91 97 Telex 23822 DSVO-TR <b>ISRAEL</b> <b>ROY International</b> PO Box 13056 41 Mishmar Hayarden Street Tel Aviv 61130 Tel. 3 648 60 39 Fax 3 544 60 39 <b>UNITED STATES OF AMERICA /</b> <b>CANADA</b> <b>UNIPUB</b> 4611-F Assembly Drive Lanham, MD 20706-4381 Tel. Toll Free (800) 274 4888 Fax (301) 459 0056 <b>CANADA</b> Subscriptions only Uniquement abonnements <b>Renouf Publishing Co. Ltd</b> 1294 Algoma Road Ottawa, Ontario K1B 3W8 Tel. (613) 741 43 33 Fax (613) 741 54 39 Telex 0534783 <b>AUSTRALIA</b> <b>Hunter Publications</b> 58A Gipps Street Collingwood Victoria 3066 Tel. (3) 417 5361 Fax (3) 419 7154 <b>JAPAN</b> <b>Kinokuniya Company Ltd</b> 17-7 Shinjuku 3-Chome Shinjuku-ku Tokyo 160-91 Tel. (03) 3439-0121 <b>Journal Department</b> PO Box 55 Chitose Tokyo 156 Tel. (03) 3439-0124 <b>SOUTH-EAST ASIA</b> <b>Legal Library Services Ltd</b> STK Agency Robinson Road PO Box 1817 Singapore 9036 <b>SOUTH AFRICA</b> <b>Safo</b> 5th Floor, Export House Cnr Maude & West Streets Sandton 2146 Tel. (011) 883-3737 Fax (011) 883-6569 <b>AUTRES PAYS</b> <b>OTHER COUNTRIES</b> <b>ANDERE LANDER</b> <b>Office des publications officielles</b> <b>des Communautés européennes</b> 2, rue Mercier L-2985 Luxembourg Tél. 399 28-1 Télex RUBOIF LU 1324 b Fax 48 85 73/48 68 17

---

Prix au Luxembourg, TVA exclue: ECU 16



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-826-6545-3



9 789282 665459 >

---